



**Marcel
DEBARGE**



33 ans, marié, deux enfants, Postier, militant syndicaliste, animateur de la gestion d'œuvres sociales, membre du Comité politique national du P.S.U.

**Georges
CONRAUD**



Technicien de l'aéronautique, personnalité noisienne bien connue, conseiller municipal de Noisy-le-Sec.

**Le PSU
est le Parti
de l'Avenir
L'Avenir c'est
la Démocratie
Socialiste.**

NOTRE COMBAT

par
Marcel DEBARGE

MALGRE le chantage à la démission, la menace du « chaos », malgré la propagande abusive et écrasante faite avec tous les moyens officiels, de la Radio, de la Télévision, d'une certaine presse, une très forte proportion d'électeurs, particulièrement dans notre circonscription a voté NON.

De nombreux sondages, et en particulier les nombreuses conversations que j'ai pu avoir sur le plan de notre secteur, sur le lieu de travail témoignent de plusieurs certitudes.

— La très grande majorité de ceux qui ont voté NON ne veulent pas du retour aux combinaisons et à la faiblesse qui ont caractérisé la IV^e République, ils condamnent les alliances rappelant celles du passé comme la création de ce Cartel qui voit des hommes comme M. Guy Mollet (représentant la S.F.I.O.) conclure un pacte avec des hommes comme M. Bertrand Motte et Paul Reynaud, représentants du « gros patronat », pacte passant accessoirement, si l'on en croit les fissures qui déjà se manifestent, par le M.R.P. et le Rassemblement démocratique.

D'autre part c'est pour ces mêmes raisons qu'un grand nombre de Français se sont abstenus. D'autres Français, sans aucune sympathie pour les procédés gaullistes, ont cependant voté oui à contre-cœur, par dégoût des jeux qui rappellent trop ceux de la IV^e République.

Or le Parti Socialiste Unifié dont je suis le candidat a voté NON au plébiscite gaulliste du 28 octobre mais ne s'est en rien associé à ce cartel boiteux qui rassemble à côté de démocrates dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils sont irréfléchis, défaut qui les caractérise depuis longtemps, des réactionnaires au service des milieux financiers et des amis ouverts ou camouflés de l'O.A.S. Cette alternative quelque soit la manière dont ils la présentent est condamnée par l'opinion publique. Elle n'est pas la nôtre.

Ces hommes ne peuvent s'instituer professeurs de morale et se présenter comme des espoirs de renouveau. D'ailleurs alors que nous luttons de toutes nos forces pour la paix en Algérie par la négociation, contre l'arbitraire, et ce depuis le début, parfois seuls, alors que nos militants étaient arrêtés ou matraqués, eux étaient installés dans la V^e République.

NON, c'est une autre alternative que nous proposons au pays, celle qui consiste à construire une démocratie entièrement NOUVELLE.

Vous trouverez dans ce journal notre programme détaillé, je veux insister ici simplement sur l'essentiel.

Beaucoup d'hommes, dont nous sommes, ont compris que pour bénéficier pleinement des énormes moyens de la technique moderne, pour assurer vraiment le bonheur des hommes, aujourd'hui possible, pour arrêter la machine infernale des armements et des guerres, il fallait un nouveau système de planification démocratique, un gouvernement indépendant des trusts financiers (ce qui n'était pas le cas dans la IV^e, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui), une gestion directe de tout ce qui peut l'être par les travailleurs, les usagers, les citoyens : grandes entreprises, services municipaux, circuits courts de ravitaillement de la production à l'usager, regroupements coopératifs de producteurs agri-

coles. Et un Etat nouveau donnant une place, majoritaire au monde du travail urbain et rural dans la gestion de l'économie, est indispensable.

Tout cela, ce ne sont pas des vues d'un

avenir lointain, tout cela est urgent, et c'est immédiatement possible si tous les syndicats, tous les partis de gauche, toutes les organisations démocratiques savent s'unir dans un « Front Socialiste » pour imposer cette démocratie nouvelle.

Voulez-vous que nous essayions ensemble de sortir des vieilles ornières et d'entrer vraiment dans le XX^e siècle ?

Marcel Debarge.

LA RÉALITÉ ÉCONOMIQUE DE LA V^e

LE IV^e Plan économique et d'équipement a fait l'objet d'une très large publicité de la part du gouvernement Pompidou, tour à tour, les différents ministres ont fait leur numéro à la radio et à la télévision, des films vantant le bel avenir qui nous est offert à tous, par le IV^e Plan, ont été tournés et projetés en diverses occasions.

Les Français moyens et mi-moyens, à défaut du manoeuvre léger, ont certainement été ravis d'apprendre la progression prévue de l'économie, qui doit logiquement entraîner un relèvement important de leur niveau de vie dans un avenir proche.

Qu'en est-il en réalité ?

L'accroissement de la production au cours des dernières années a été incontestable, c'est du reste un phénomène, non seulement français, mais européen, valable aussi pour beaucoup de pays à l'échelle mondiale. Mais la caractéristique française de cet accroissement, c'est que l'augmentation du revenu national qui en résulte s'est faite presque exclusivement au bénéfice du capital.

Ce qui revient à dire que, plus le revenu national augmente, plus le fossé entre le profit et la masse salariale s'accroît.

Or, l'application du IV^e Plan prévoit un accroissement, d'ailleurs insuffisant, de la production, qui se traduira dans les conditions présentes par une nouvelle et considérable augmentation des profits capitalistes.

Pourquoi ? Parce que le IV^e Plan a été établi principalement par des représentants du grand patronat et de la finance, les organisations syndicales n'étant que consultées. A titre d'exemple de cette consultation, les responsables syndicaux ont reçu, deux jours avant la réunion du Conseil supérieur du Plan, le rapport qui devrait y être discuté. Il y a 4.500 pages.

L'ensemble des représentants syndicaux, avec des nuances, peut-être, mais avec la même volonté, a condamné ce simili-Plan, qui recherche des couvertures ouvrières pour mieux faire avaler la politique du grand patronat.

Car il s'agit bien du grand patronat ; les salariés, mais aussi les petits industriels, par exemple, sont sacrifiés au profit des trusts et des monopoles. M. Pompidou, de la banque Rothschild, a bien fait les choses.

La politique actuelle conduit à une concentration financière de plus en plus forte, dans le secteur de la distribution, au bénéfice d'entreprises capitalistes les plus importantes et les plus influentes.

La fiscalité se montre de plus en plus comme un instrument au service des classes possédantes.

L'importance des impôts indirects fait supporter par les travailleurs la partie la plus lourde du poids de l'effort fiscal.

En contrepartie, la construction de logements prévue est loin de répondre aux besoins vitaux, alors que le propre du Plan est de prévoir la satisfaction de ces besoins.

L'implantation d'industries nouvelles est laissée à l'initiative privée, les encouragements financiers portant surtout sur la décentralisation, qui consiste à transporter les usines de la région parisienne en province.

La progression des salaires prévue (4 % par an) n'est absolument pas comparable à la progression des profits qui, elle, est libre. C'est un moyen de freinage supplémentaire utilisé par le patronat à travers l'Etat.

NOUS SOMMES DES PARTISANS FAROUCHES DE LA PLANIFICATION DEMOCRATIQUE. MAIS LE IV^e PLAN USURPE SON TITRE.

Un plan, c'est d'abord un moyen de contrôle de la production et de la consommation en vue de leur accroissement et de leur orientation dans le but de satisfaire les besoins de la population.

Le IV^e Plan gaulliste, c'est un catalogue d'intentions sans aucun contrôle dans son exécution. C'est ainsi que, si le IV^e Plan prévoit un certain nombre de logements par an, il suffit d'une nouvelle lubie du « Guide de la France », décidant l'accroissement des crédits pour la force de frappe, par exemple, pour que le nombre de logements soit réduit (sans parler des risques découlant de la spéculation et des détournements qui se donnent libre cours sous la V^e).

Un plan doit déterminer l'orientation de l'économie. Il doit être contrôlé à tous les stades par les producteurs. Le IV^e Plan laisse à chaque entreprise le soin de décider de sa production, sans vérifier si celle-ci est utile à l'économie, le profit étant le seul guide à cet échelon.

En clair, le IV^e Plan est une arme supplémentaire, non seulement du régime gaulliste, mais du grand patronat qui s'abrite derrière lui. C'est une arme anti-ouvrière.

Tout porte à croire que les organisations syndicales partagent ce raisonnement. Dans les mois et les années qui viennent, elles auront à mettre en échec l'application du IV^e Plan dans ce qu'il a de néfaste. Mais cela ne saurait suffire ; il faut, dès maintenant, lutter pour une véritable planification démocratique, qui permette, sous le contrôle des producteurs et de leurs organisations, de développer notre économie et de modifier la répartition du revenu national dans le sens de l'intérêt des salariés.

Pour cela, l'action syndicale est indispensable. L'action politique en est le prolongement naturel ; il ne suffit pas d'imposer des options, il nous faut également nous assurer que les choix seront respectés.

C'est pourquoi nous vous appelons à voter P.S.U., afin de marquer clairement votre volonté, et préparer ainsi le débat sur des options fondamentales qui sont, avant tout, des options économiques.

Georges RINO,

militant syndicaliste F.O.,
Section P.S.U. de Bondy.

L'imposture

QUE dire de M. Frey qui doit solliciter, dans le XII^e arrondissement, le suffrage des électeurs ? Les affiches U.N.R. parlent déjà pour lui. On s'est demandé, d'ailleurs, à ce propos, d'où venaient les fonds nécessaires pour louer ces énormes panneaux, habituellement très coûteux.

Le XII^e arrondissement sera peu fréquentable après onze heures du soir. On ose à peine le croire, tellement on s'est habitué à rencontrer dans les rues des patrouilles de police en lutte contre les Algériens : eh bien ! oui... des voitures sillonnent les rues, chargées de policiers en armes et de chiens de combat qui arrachent les affiches et attaquent les militants des partis qui le combattent.

C'est M. Frey qui passe.

Sa victoire est tellement certaine qu'il a besoin de tout cet attirail de

la force publique. Il est tellement maître de la puissance publique qu'il est obligé de demander au peuple de l'en investir.

C'est cela le drame de l'U.N.R. C'est là où le théâtre de Malraux au Palais de Chaillot devient piteux. Juste au point où ces hommes sont obligés de venir demander au peuple un pouvoir dont le peuple sait maintenant qu'il se tournera contre lui.

La visite, chez grand-père

EXTRAIT de l'article d'Henri Marque dans *Candidat* :

« Le général avait si bien tout prévu qu'il avait même envisagé de ne pas réussir. C'était alors le retour à Colombey. Il l'avait dit au dernier Conseil :

« — C'est peut-être un Conseil d'adieu.

« — Mon général, fit Pisani sans penser à mal, nous irons vous voir à Colombey.

« — Certainement pas, répondit vivement de Gaulle. Je ne verrai personne. »

Le lapsus

NOUS lisons *Le Figaro* avec curiosité, jusqu'à présent. De temps à autre, nous trouvons une ou deux étincelles. Ainsi, voilà six mois, François Mauriac a appelé le P.S.U. un « ectoplasme ». Puis, *Le Figaro* fait le silence sur nos prises de position et nos actions. Le voile s'est levé doucement.

Soudain, le 1er novembre, apparaît un dessin. Il montre un électeur P.S.U. qui dit « non » en mettant une enveloppe « oui » dans l'urne. La légende : la P.S.U.S. évoque péniblement le mot latin « lapsus », tiré des pages roses du Larousse : « lapsus linguae » : oubli de la langue, erreur de langage.

Le titre du dessin : « Congrès P.S.U. à Alfortville, le 1er novembre », nous apparaît pourtant comme un « lapsus ». Car nous supposons que les services de la rédaction du *Figaro* ont appris, en lisant notre journal, que le congrès était reporté à une date ultérieure.

L'O.A.S. - U.N.R.

NOUS avons décrit, dans le numéro précédent de *T.S.*, comment treize camarades de la dix-huitième section avaient été interpellés et matraqués par des inconnus. Après quoi, leur voiture avait été détériorée et, naturellement, les affiches qu'ils venaient d'apposer, lacérées.

Nous avons hésité à qualifier ces inconnus. Nous n'osions pas penser, dans notre innocence, que M. Sanguinetti permettrait à ses sbires d'agir aussi déloyalement envers ses adversaires politiques.

Il utilise donc les services de la police à des fins personnelles et non plus publiques : la publicité de sa candidature. Alors qu'il ne dirige plus l'action de ces services, à partir du ministère de l'Intérieur.

Il y a, d'abord, un abus de pouvoir. Ensuite, il y a la certitude, pour nous acquise maintenant, que les candidats U.N.R. sont décidés à arracher leur élection avec un acharnement qui n'est comparable qu'à celui de l'O.A.S. pour obtenir, autrefois, satisfaction.

Le plastic ne pouvant être — jusqu'à présent — déceintement utilisé contre ses adversaires, l'U.N.R. détournera la police de son devoir au même titre que l'O.A.S. a détourné l'armée à ses fins utopistes.

Les militants du parti signaleront les agressions qui se renouvelleront au candidat présenté par leur section, pour que celui-ci puisse juger de l'opportunité d'une plainte devant le procureur de la République, qui serait déposée par lui contre le député U.N.R. de sa circonscription et, à travers lui, contre Frey.

La publication du dépôt de plainte dans la presse sera aisée.

Et la contradiction pourra être portée, mieux, par nos candidats dans les réunions de l'U.N.R.

L'ironie

Le Figaro rapporte, en ce jour de Toussaint, qu'un certain Jean Brunet a été arrêté pour appartenance à un réseau O.A.S. de la Sûreté nationale (ce qui infirme, entre parenthèses, toutes les assurances données par la préfecture de police sur la disparition des sympathisants O.A.S. dans le corps de la police). *Le Figaro* souligne surtout que c'est Brunet qui fit, « ô ironie », les affiches du P.S.U.

Et, en effet, il y a de l'ironie dans cette situation.

Et nous sommes étonnés de lire dans ce journal la reconnaissance éclatante de la raison même de notre action : la lutte contre le fascisme, dont il nous fait, d'un seul coup, les combattants exclusifs.

Ce qui est excessif...

Démission des maires S.F.I.O. dans le Nord

PLUSIEURS maires socialistes du Nord viennent d'adresser leur démission au préfet du département : Eugène Thomas, au Quesnoy ; Bruneel, à Ghynelde, etc.

La raison ? Tandis qu'ils s'étaient prononcés pour le « non », une majorité de leur commune, et parfois une forte majorité, s'est prononcée pour le « oui » au référendum du 28 octobre.

Ce ne sont malheureusement pas des cas exceptionnels pour les communes du Nord, administrées par des socialistes S.F.I.O.

Citons notamment :

Lille (maire : Augustin Laurent) : oui, 61.260 ; non, 30.371.

Roubaix (maire : Provo) : oui, 34.250 ; non, 18.205.

Cambrai (maire : Gernez) : oui, 10.811 ; non : 5.277.

Maubeuge : oui, 7.840, non, 4.297.

Et, dans le département voisin, au chef-lieu, dont le maire n'est autre que Guy Mollet, on enregistre :

oui : 11.901 ;
non : 7.195.

Ces constatations sont pénibles. Mais ces résultats sont-ils tout à fait surprenants ?

Non, sans doute. Car il n'est pas facile de remonter la pente lorsqu'on a préconisé le ralliement à de Gaulle en 1958, lorsque, pendant trois ans au moins, on a présenté le régime de la V^e République comme un brillant progrès de la démocratie, en termes peu différents de ceux de la propagande gaulliste. Le corps électoral ne suit pas toujours aisément ces retournements.

Leur unité

ON sait que de Gaulle a prétendu effacer les divisions politiques et rassembler le peuple français autour de sa personne. A en juger par les résultats du référendum, il a surtout réussi à créer une situation politique plus confuse que jamais.

A-t-il au moins réussi à mettre de l'ordre dans ses propres troupes ?

Dans l'Ain, circonscription Bellay-Nantua, on enregistre deux candidatures gaullistes, avec investiture authentiquement gaulliste :

— celle de M. Montmasson est patronnée par l'U.N.R. ;

— celle de M. Boccadoro est patronnée par l'Association pour le soutien au général de Gaulle, c'est-à-dire le mouvement que Malraux lui-même a présenté mardi dernier au Palais de Chaillot.

Curieux rassemblement !

Le billet de Jean Binot

L'AVEU

Il est des réponses que l'on n'invente pas — des réponses qui sont des aveux — ainsi celle que je vous rapporte toute chaude.

Dans un petit village perdu, à la mairie, sur le coup de sept heures du soir, ce dialogue :

Le contradicteur (un inconditionnel) : « Ainsi vous refuseriez que nous élisions nous-mêmes le président de la République ! (avec une moue de mépris). Vous nous croyez tout juste bons à élire des députés ! Ah ça ! vous vous prenez pour des idiots ? »

Le candidat (un peu plus tard) : « Si vous trouvez que le référendum est le signe suprême de la démocratie, pourquoi ne pas l'utiliser pour trancher d'autres grandes questions : pour ou contre la force de frappe par exemple ? »

Le contradicteur (indigné) : « Démagogie, monsieur, démagogie ! Les trois quarts des Français sont des idiots et par conséquent incapables d'exprimer un avis là-dessus. »

Je n'oserais tout de même pas imiter mon inconditionnel et prétendre que ceux qui ont répondu oui à Mon général sont des... Comment dites-vous ?

**POUR
25 NF
seulement**

Tribune Socialiste vous offre un volume relié
(prix à la mise en vente : 60 NF).

HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA RUSSIE

par JOEL CARMICHAEL

Voici enfin, des origines à Khrouchtchev, l'histoire trop mal connue du peuple qui, sorti bien après les autres du Moyen Age, domine aujourd'hui la moitié de la race humaine.

Cette histoire, d'une objectivité absolue, qui raconte en 306 pages de grand format (24 x 31) cette passionnante ascension, la rend sensible au lecteur par une illustration d'une richesse unique : 300 documents en noir et 36 en couleurs ! Mais seuls pourront profiter de cette offre — car il ne reste plus que quelques exemplaires — les lecteurs qui enverront aujourd'hui même le bon de commande ci-dessous à notre service littéraire, La Librairie PILOTE - 30, rue de Grenelle, Paris-7^e (avec faculté de retour dans les 48 heures).

BON à adresser à la Librairie PILOTE (Service T.S.) 30, rue de Grenelle PARIS-7^e.

Veuillez m'adresser l'HISTOIRE ILLUSTRÉE DE LA RUSSIE pour le prix de 25 NF. au lieu de 60 NF. que je règle ci-inclus en un O mandal O chèque O chèque postal joint à ce bon (ne pas l'envoyer au Centre C.C.) à votre compte 13206 31. Je garde le droit de vous retourner l'ouvrage dans son emballage d'origine dans les 48 heures, auquel cas je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____

Signature : _____

**Bulletin d'abonnement
TRIBUNE
SOCIALISTE**

NOM
Adresse

Désire s'abonner

Pour une durée de
(Rayer les mentions inutiles.)

Soutien	30 NF
1 an	19 NF
6 mois	10 NF
3 mois	5 NF

Signature : _____

54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. PARIS 5826-65

**ON VOUDRAIT
TOUT SAVOIR**

**LA COLLECTION
QUE
SAIS-JE ?**

**A RÉPONSE
À TOUT**

1000 TITRES
NF 2.50 CHEZ VOTRE LIBRAIRE

**L'UNIVERSITE
POPULAIRE**

LA V^e RÉPUBLIQUE :

C'est le capitalisme des aventuriers

LES députés U.N.R., en quête de réélection, développent aujourd'hui un thème un peu surprenant dans leur bouche. Ils disent aux électeurs : « réalisez-nous, puisque de Gaulle a réglé la question algérienne ». On pourrait ironiser sur la part minime que les députés du général ont pris à ce règlement : ils n'étaient même pas tenus au courant. Mais enfin il vaut mieux prendre la question au fond : de Gaulle a fait la paix, c'est vrai, mais quelle paix, et comment ?

En juin 1958, juste après avoir ramené au pouvoir par l'insurrection illégale des militaires et des ultras d'Algérie — insurrection organisée et coiffée par ses partisans, Debré, Delbecq, Biaggi —, de Gaulle déclarait à la foule algéroise, du balcon du gouvernement général : « Je vous ai compris ». Ce qui, pour les gaullistes, signifiait sinon forcément l'intégration, du moins le maintien indéfini des rapports de domination coloniale. Relisez d'ailleurs non seulement les textes mais aussi les noms des députés U.N.R. élus en novembre 1958 : Debré, Soustelle, Biaggi, Delbecq. La plupart étaient « Algérie française », tous repoussaient avec des cris d'horreur l'idée d'une négociation avec le F.L.N. Personne ne protesta à l'U.N.R. quand M. de la Malène, bras droit de M. Debré, prépara un projet de loi punissant comme un délit de droit commun tout appel à cette négociation.

D'ailleurs, à cette époque, les hommes de l'U.N.R. étaient en plein accord avec l'Elysée : car le général de Gaulle excluait lui aussi toute idée de négociation avec le F.L.N. Sans doute n'était-il pas partisan de l'intégration et de l'Algérie française, qu'il considérait comme utopique. Mais que faisait-il ? Il donnait pleins pouvoirs aux militaires pour écraser le F.L.N. Et à quels militaires ? Le général Challe, nommé à la place de Salan. En 1959 et 1960, le plan Challe fut une tentative systématique — plus systématique encore que sous Lacoste — pour détruire le F.L.N. par tous les moyens : opérations militaires multipliées (Jumelles, Pierres précieuses, etc.), arrestations en masse, tortures organisées par le Commandement, formation des camps de regroupement qui rassemblèrent près de deux millions de paysans arrachés à leurs douars et déportés dans des conditions épouvantables. Jamais la guerre d'Algérie ne fut plus cruelle, plus coûteuse, plus absurde donc que dans les deux premières années du régime gaulliste. La recherche d'une troisième Force algérienne — la grande pensée de l'Elysée — s'avérait encore plus illusoire et encore plus sanglante que les mythes du 13 mai.

Les occasions pourtant n'ont pas manqué d'abrégé le conflit : après l'échec de l'émou-

te des barricades, en janvier 1960. Ou après l'effondrement du putsch militaire Challe-Salan, en avril 1961. Les forces qui s'opposaient le plus violemment à la négociation avec le F.L.N. avaient été battues et la voie semblait libre. Mais de Gaulle ne s'engageait pas : un mois après l'échec des barricades, en février 1960, c'est la tournée des popotes et l'encouragement à la répression militaire la plus brutale. Et après la reddition de Challe, en avril, il attend jusqu'au début d'automne pour faire la concession saharienne qui seule permet une négociation véritable avec le F.L.N.

Et pendant toute cette période, ce sont les violences de la police de M. Frey contre les milliers d'hommes et de femmes qui manifestaient dans les rues de Paris pour que s'ouvre la négociation avec le F.L.N. : ce sont les matraquages du 28 octobre 1960, de décembre 1961, ce sont les morts du métro Charonne de février 1962. Comme si le pouvoir redoublait de violence contre les partisans d'une paix négociée au moment même où les événements témoignaient de leur lucidité.

Ainsi, les choses sont bien claires pour tout le monde, sauf pour les inconditonnels du gaullisme : la réalité des choses — et, d'abord, la résistance du F.L.N. et la pression de l'opinion en France — a peu à peu obligé de Gaulle à régler le problème algérien par une négociation bilatérale que le P.S.U. réclame depuis sa fondation, et que le pouvoir a longtemps, trop longtemps, refusée. C'est pourquoi, sans sectarisme de parti, nous avons salué cette négociation et cette paix. Mais nous interdisons au régime du 13 mai de s'en prévaloir : ses mensonges successifs sur l'Algérie n'ont pas seulement démoralisé une partie de l'opinion ; ils ont favorisé le développement du terrorisme fasciste de l'O.A.S., dont d'ailleurs le pouvoir gaulliste n'a cessé de se servir dans un double but : pour faire pression sur le F.L.N. mais aussi pour conserver en France une justification, ou une apparence de justification à la dictature d'un homme.

Car voilà où nous en sommes sur le plan intérieur, quatre ans et demi après le 13 mai : la dictature d'un homme. L'U.N.R. nous dit : c'est la stabilité gouvernementale, extraordinaire conquête du régime. Voyons cela.

Et d'abord une précision : le P.S.U. n'est pas contre la stabilité gouvernementale. Au contraire. A la différence des organisations groupées dans le cartel des non, et du parti communiste qui s'est mis à leur remorque au nom de « l'union des républicains », notre parti partage et approuve le refus populaire

d'un éventuel retour aux mœurs de la IV^e République. Il est soucieux, comme le montre son programme, de se situer non pas en deçà de la V^e République, mais au-delà.

Cela dit, où est la stabilité gouvernementale dans le régime actuel ? Bien des ministères — et des plus importants, comme celui de l'Education nationale — ont changé plusieurs fois de titulaire depuis quatre ans : à peine un plan de réforme était-il mis au point que le titulaire provisoire de la rue de Grenelle devait abandonner son poste à la suite d'un conflit avec l'Elysée. N'est-ce pas, M. Bouloche ? N'est-ce pas, M. Sudreau ? Et il s'agit là sans doute d'une des deux ou trois questions essentielles pour l'avenir du pays : la démocratisation et la modernisation de l'enseignement.

On va répondre : bon, mais il y a de Gaulle. Mais précisément, en disant cela, les fidèles du général mettent l'accent sur l'extraordinaire faiblesse du régime qu'ils soutiennent ; pratiquement, il n'y a plus d'institutions, il y a un homme. C'est une curieuse conception du progrès que de revenir ainsi aux formes les plus anachroniques et les plus mystificatrices du pouvoir politique.

Or, cette évolution ne peut plus échapper à personne. L'homme que le général de Gaulle a nommé premier ministre au printemps 62 n'est pas seulement le directeur d'une grande banque privée ; c'est aussi un personnage qui n'a jamais été investi par le suffrage universel et qui n'a d'autres titres dans sa haute fonction que la confiance personnelle du président de la République. Le gaullisme, c'est de moins en moins une politique. C'est de plus en plus une petite équipe d'hommes sans mandats qui s'installent dans la République.

Nous sommes d'autant plus à l'aise pour le dire que nous n'avons jamais approuvé le 13 mai, ni les institutions élaborées conjointement par MM. Mollet et Debré en été 1958 : il est quand même très inquiétant pour l'avenir du pays que la plupart des hommes politiques qui ont approuvé à l'époque cette constitution, et l'unanimité des grands corps du pays en dénoncent aujourd'hui la violation permanente par le pouvoir. En d'autres termes, la V^e République, c'était le capitalisme des notables. La V^e, c'est le capitalisme des aventuriers.

Le P.S.U. appelle les électeurs à refuser leurs suffrages aux candidats du gaullisme et à ceux du passé, et à voter pour l'union des forces socialistes de ce pays, pour une République des travailleurs.

André Delcroix.

Lecteurs de « TRIBUNE SOCIALISTE » vous devez lire et faire lire...

LES F.T.P. de Charles Tillon

1940/1944, années de souffrances et de deuils pour la France, mais alors que certains s'abandonnent au désespoir et à la résignation, que d'autres bâtissent des fortunes sur le malheur de leurs compatriotes, que d'autres encore accueillent comme une « divine surprise » cette instauration d'un ordre nouveau, imposée par l'étranger et collaborent avec l'envahisseur hitlérien, le Peuple de France dans son immense majorité, sans distinction de classe et de religion, organise la résistance à l'oppressur. Charles TILLON, ancien Commandant en chef des F.T.P., dans un livre de 700 pages, a retracé l'épopée de ceux qui furent à la fois la masse et l'avant-garde de la résistance intérieure ; les francs-tireurs et partisans français.

Cet ouvrage écrit dans un style vif, alerte, enthousiaste, qui en rend la lecture plus passionnante que le meilleur des reportages, vous fera revivre la lutte ardente de ces Français qui acceptaient le sacrifice de leur vie pour des « lendemains qui chantent ». Vous suivrez jour après jour l'action de cette résistance populaire profondément enracinée dans le peuple fran-

çais qui, répudiant tout attentisme, commença dès l'armistice de 40 pour se terminer par l'embrasement final de l'insurrection de juillet-août 1944.

Vous participerez à cette lutte acharnée et sans répit des F.T.P. Conquête par la force sur l'ennemi des armées que Londres refuse de leur livrer. Grèves, neutralisation des « col-labos », sabotages (par dizaines de milliers) du potentiel de guerre allemand, attentats, guérillas, combats de rues ou de maquis, insurrection nationale.

Lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE « Les F.T.P. » de Charles TILLON vous fera vibrer tour à tour d'enthousiasme, de colère et d'espoir. D'espoir en l'avenir d'un peuple qui sut, il y a 18 ans, dire NON au fascisme.

Profitez des conditions exceptionnelles qui vous sont offertes (franco de port et d'emballage, faculté de retour) en retournant dès aujourd'hui ce bon à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle ; mais hâtez-vous, car le tirage est en voie d'épuisement et les commandes seront livrées dans l'ordre de leur arrivée. (1 vol. 700 pages sous jaquette couleur ; 27 NF.)

ancien Commandant en Chef des Francs-Tireurs
Partisans Français

HOMMAGE DE LA PRESSE

Important ouvrage... documentation extrêmement précieuse. (L'HUMANITE) — Charles Tillon a bien servi l'histoire de la résistance. (LETTRES FRANÇAISES). — Irréfutable... (FRANCE D'ABORD). — Enthousiasmant... lire les F.T.P. c'est non seulement revivre une page héroïque de notre pays, c'est aussi mieux comprendre les événements d'aujourd'hui. (VIE OUVRIERE). — Les preuves ont remplacé les affirmations. (LIBERATION). — Plus qu'un témoignage, une monumentale histoire. (COMBAT). — Charles Tillon dégage le véritable caractère de cette Libération. (HUMANITE-DIMANCHE). — Son récit nous concerne tous. (FRANCE-OBSERVATEUR).

BON

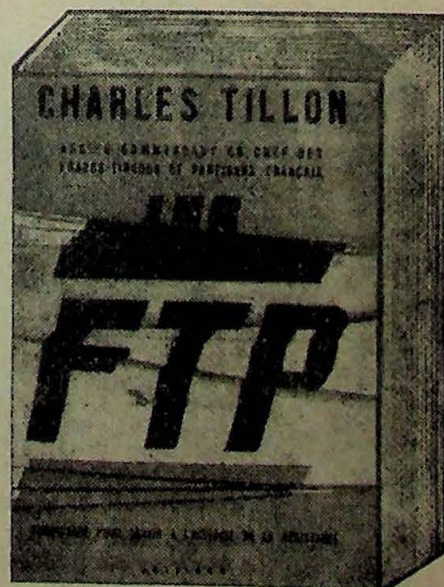
à adresser à la Librairie PILOTE (Service littéraire de Tribune Socialiste), 30, rue de Grenelle, PARIS (7^e).
Veuillez m'adresser aux conditions exceptionnelles mentionnées dans votre annonce « LES F.T.P. » de Charles TILLON. Veuillez trouver ci-inclus libellé au nom de la Librairie PILOTE ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ chèque postal à votre compte n° 13.905.01 PARIS (ci-joint) ☐ mandat de 27 NF.

Nom

Signature

Adresse

N° C.O.P. ou bancaire



LA FEMME: Une victime de l'injustice sociale

MOI, je ne fais pas de politique, j'ai bien assez à faire sans cela. » Combien d'entre nous ont entendu cette phrase de la bouche d'une camarade d'atelier, de bureau, ou de celle de la ménagère, harassées les unes et les autres par leur travail quotidien ?

C'est cette affirmation apparemment tellement logique et si répandue que je voudrais tenter de réfuter en vous demandant, amies lectrices, d'y réfléchir avec moi.

Pouvez-vous imaginer une transformation de votre vie dans les désordres et l'injustice où nous vivons ? Il ne suffit pas de constater, « les choses étant ce qu'elles sont » ; il faut étudier quelles sont les modifications profondes que nous pouvons et devons apporter à notre société.

Depuis que son existence a été profondément transformée par son accession au travail salarié, la femme est-elle plus heureuse ? En fait, le problème est là. Si nous nous penchons sur les très nombreuses enquêtes faites en ce sens, il semble bien que non :

La ménagère, à des degrés divers, selon ses ressources et le nombre de ses enfants, est harassée par des tâches infinies que ne réglemente aucune législation sociale, et qui ne la font accéder à aucune qualification professionnelle. Isolée, ignorant la solidarité créée à l'usine ou au bureau, dépendante financièrement de son mari, elle ressent souvent comme une dégradation cette sorte d'esclavage domestique.

La salariée est-elle plus satisfaite de son sort ? Certainement pas. Au départ, une injustice : la formation professionnelle technique des jeunes filles est nettement défavorisée par rapport à celle des jeunes gens : moins d'écoles, un éventail de métiers infiniment moins important, d'où conséquence immédiate de cet état de choses : une masse de main-d'œuvre féminine sans aucune spécialisation, apte aux travaux purement automatiques, sans exigence de salaires, et sans débouchés. La coutume d'utiliser la main-d'œuvre féminine comme main-d'œuvre d'appoint, dont

on peut disposer selon les oscillations de la conjoncture, décourage également les travailleuses en les empêchant de s'intégrer à la vie économique et laisse la porte ouverte à toutes les exploitations.

Des femmes salariées satisfaites de leur activité professionnelle il y en a également, mais, en fait, qu'ont-elles gagné ? Une considération accrue et l'indépendance matérielle ; mais que sont-elles devenues ? Un être qui doit penser à tout : à son travail, à ses enfants, à son foyer, à son menu, à ses achats, celle qui doit aller toujours plus vite et à qui l'on demande encore d'être la femme douce et prévenante pour les siens, fraîche et soignée comme le recommandent les magazines.

Vous êtes-vous interrogé sur la tâche des femmes à la campagne, sur les raisons de leur exode, car elles sont plus nombreuses que les hommes à abandonner l'agriculture et à venir chercher un nouveau mode de vie dans les grandes agglomérations urbaines ?

Que d'insatisfactions profondes révèlent ces enquêtes. Récemment, Simone de Beauvoir a écrit « que les femmes constituent un sexe économiquement sous-développé ». C'est très évident, et, que ce soit par manque d'intérêt de la majorité des emplois féminins, insuffisance de la formation professionnelle ou mauvaises conditions sociales, il est indéniable que la condition féminine est très défavorisée dans notre société actuelle.

Quels remèdes apporter ?

Concrètement notre action commune peut revêtir plusieurs formes :

— assurer l'indépendance de la femme sur le plan légal, par la réforme du Code civil et du régime matrimonial en lui permettant de gérer elle-même ses biens ;

— la libérer de la hantise d'une famille trop nombreuse par le « contrôle des naissances » ; à l'enfant imposé succéderait l'enfant désiré. Les progrès de cette idée se heurtent encore à un frein constitué par la survivance de préjugés dépassés ;

— lui assurer sans aucune discrimi-

nation son intégration dans la vie économique :

a) égalité de formation professionnelle technique, mêmes écoles, mêmes métiers — ne plus la cantonner dans l'apprentissage des métiers de la couture et de la mode. Pour cela il est nécessaire de repenser les bases de l'enseignement technique en France. La formation devrait être faite dans des branches en rapport avec le développement de la technique aussi bien pour les filles que pour les garçons ;

b) garder présent à l'esprit la question de la réadaptation des femmes à la vie professionnelle après une interruption de plusieurs années en leur facilitant un entraînement constant dans leur qualification par des cours du soir, par exemple. Cette notion de disqualification professionnelle de la femme passé trente-cinq ans ne doit pas nous échapper ;

c) créer des sections spéciales dans les bureaux de placement pour les travaux à mi-temps, mais sans généraliser ce procédé tant que notre économie est basée sur le profit. Seule une économie socialiste pourrait développer cette forme de travail, mais il semble, par contre, impossible qu'actuellement le travail à temps partiel puisse constituer autre chose qu'une généralisation du travail d'appoint et, de ce fait, un abaissement de sa valeur marchande, une dépréciation supplémentaire du travail féminin ;

— améliorer ses conditions de vie :

a) repenser les horaires de travail ; la journée continue présente des avantages dont les femmes seraient les premières bénéficiaires ;

b) continuer notre action en faveur de la réduction de la durée du travail pour l'ensemble de la main-d'œuvre, les charges familiales se trouveraient allégées par la participation de l'homme et de la femme ayant plus de loisirs l'un et l'autre ;

c) planification et modernisation du logement, des services collectifs ménagers (linge, plats cuisinés, développement des crèches, etc.) ;

d) activités culturelles et loisirs, en ménageant quelques heures de détente à la mère, qu'elle soit salariée ou ménagère, par des garderies d'enfants, et, parallèlement, bibliothèques itinérantes à domicile, programmes spéciaux de télévision, etc.

Que de remèdes à apporter ! C'est dans cette recherche et dans l'effort pour y parvenir que chacune d'entre nous doit prendre conscience de son rôle politique.

Le sort des Françaises ne changera que si la France change. Cette modification profonde, le P.S.U. vous appelle à la faire avec lui, de toute sa foi, et de tout son idéal de justice sociale. C'est cela le socialisme !

Catherine Barrois.

CHAQUE SEMAINE :

LISEZ ET FAITES LIRE

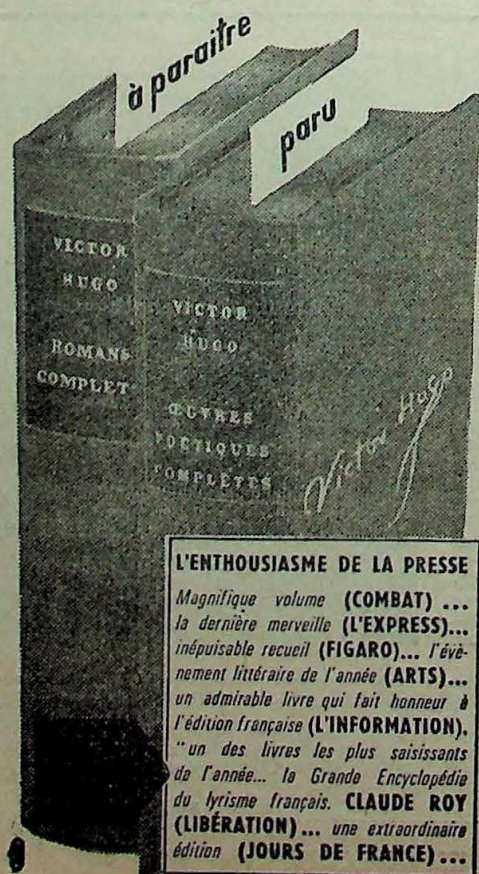
TRIBUNE Socialiste

« Ses échos, ses rubriques politique, sociale, économique, étrangère, ses études, ses documents, ses critiques littéraire, théâtrale, cinématographique »,

TRIBUNE, le journal qui monte.

Paraît le vendredi. — En vente dans tous les kiosques

TRIBUNE SOCIALISTE offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles ces 2 splendides volumes de **VICTOR HUGO** ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES et ROMANS COMPLÈTS



L'œuvre de Victor Hugo domine tout un siècle, toute l'histoire littéraire française et par son rayonnement politique, l'Histoire tout court.

Et d'abord, son œuvre poétique, unique par son ampleur — 153.873 vers — et par sa prodigieuse variété qui en font un monument unique de notre littérature, mais qui était jusqu'ici dispersée dans de nombreux recueils dont certains étaient devenus introuvables. Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à la réunir en un seul magnifique volume qui en remplace vingt, en l'enrichissant d'une bibliographie, d'une chronologie illustrée de V. Hugo (40 pages), d'une table des Incipit (22 pages) et d'une table des Matières de 34 pages.

Ce volume : 13 millions de caractères, 1.800 pages format 21 x 27, d'une typographie aérée, sur beau papier, reliure pleine toile tranche supérieure dorée à l'or fin, a été salué à la Foire du Livre à Francfort comme le chef-d'œuvre de l'édition européenne. Instrument de travail pour certains, livre de chevet pour beaucoup, ce sera l'ornement de la bibliothèque de tous.

Hâtez-vous donc de profiter — car le tirage est en voie d'épuisement — des conditions exceptionnelles dont nous pouvons faire encore bénéficier nos lecteurs s'ils adressent immédiatement à notre Service Littéraire (à Librai-Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris) le bon de commande ci-dessous. Ils recevront immédiatement, franco à domicile, les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo sans rien avoir à payer d'avance. Ils pourront également, s'ils le désirent, souscrire, dès maintenant, au second volume actuellement sous presse et présenté avec le même luxe : **LES ROMANS**

COMPLÈTS DE VICTOR HUGO, à paraître en décembre.

Ce volume comprendra non seulement tous les romans de Victor Hugo dans leur texte intégral, mais en outre certaines ébauches inédites ou introuvables (par exemple *Les Misérables*, première version des « Misérables »), de nombreuses illustrations dessinées par Victor Hugo lui-même, etc.

Malgré les hausses, ce volume sera offert à nos lecteurs au même prix que les Œuvres Poétiques, mais en outre, ils pourront bénéficier d'une réduction de 10 % dans les conditions stipulées ci-contre et en remplissant la deuxième partie du bon ci-dessous. Mais qu'ils se hâtent car la souscription sera close très prochainement !

PRIX SPÉCIAL de chaque ouvrage pour les lecteurs de « Tribune Socialiste » (France métropolitaine)

13,50 NF par mois (en 10 versements) ou 120 NF comptant (en 1 ou 3 versements) PRIX de souscription immédiate pour **LES ROMANS COMPLÈTS** (à paraître en décembre), réduction exceptionnelle de 10 %, soit 9 versements de 13,50 NF au lieu de 10, le premier à la souscription, les 8 autres mensuellement après la livraison du volume ou 108 NF comptant (13,50 NF à la souscription, le solde, soit 94,50 NF, après la livraison, en 1 ou 3 versements).

BON à adresser à la Librai-Pilote (Service littéraire de « Tribune Socialiste »), 30, rue de Grenelle, Paris-7°. (Si vous ne désirez commander qu'un des deux volumes, biffer le paragraphe qui concerne l'autre.)

1. — Veuillez m'adresser les Œuvres poétiques complètes de Victor Hugo que je réglerai en 1 ♦ 3 ♦ 10 versements.
2. — Je souscris aux Romans Complètes de Victor Hugo. Veuillez trouver ci-inclus, libellé au nom de Librai-Pilote ♦ chèque bancaire ♦ chèque postal à votre compte n° 13.905-31 Paris ♦ mandat de 13,50 NF. Ce versement me donnant droit à une réduction de 10 %, je réglerai le solde après livraison en 1 ♦ 3 ♦ 8 versements.

Nom Profession

Adresse

N° C.C.P. ou bancaire :

Signature :

Le Programme du PSU

POUR UNE DEMOCRATIE NOUVELLE AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

L E Programme du Parti Socialiste Unifié comporte trois séries de mesures dont nous donnons ici un bref résumé.

I) Mesures immédiates destinées à détruire les fondements autoritaires du régime :

- dissolution des corps militaires spéciaux (Légion étrangère, parachutistes, etc.) ; épuration et réorganisation de l'armée et de la police ;
- suppression des tribunaux militaires et de tous les tribunaux d'exception ;
- établissement d'un contrôle démocratique sur la radio, la télévision et les moyens d'information étatisés.

II) Mesures immédiates pour satisfaire les revendications les plus pressantes des travailleurs

Ces mesures doivent avoir pour objectif d'amorcer une large politique d'amélioration et d'égalisation des revenus.

La situation actuelle est intolérable. Les statistiques officielles elles-mêmes révèlent qu'en France les revenus varient dans la proportion de 1 à 400. Cela signifie qu'il y a actuellement dans notre pays des gens qui, dans un mois, gagnent 400 fois plus que les plus mal payés.

- De plus, il faut envisager :
- 1° LA REDUCTION DE LA DUREE DU TRAVAIL. Le niveau de vie des travailleurs ne doit pas dépendre des heures supplémentaires. Il n'est pas normal que les uns s'en tirent au prix d'un surmenage tandis que d'autres connaissent le chômage partiel ou que les jeunes ne trouvent pas d'embauche.

Le principe du retour aux quarante heures sans perte de salaire doit être décidé.

- 2° SUPPRESSION DES ABATTEMENTS DE ZONE. Il n'est pas tolérable que certains salariés de province gagnent 25 % de moins que ceux de la région parisienne pour une même qualification.

- 3° GENERALISATION DU SALAIRE MENSUEL GARANTI. C'est pour le salarié la contrepartie de son engagement dans une entreprise.

- 4° GENERALISATION DES RETRAITES COMPLEMENTAIRES. Les retraites de la Sécurité sociale sont insuffisantes. Beaucoup de travailleurs font l'effort de cotiser à des caisses de retraites complémentaires. Dans ce cas, le patronat fait un effort parallèle. Mais trop de patrons refusent de négocier avec les syndicats l'affiliation à une caisse de retraites complémentaires.

- 5° RECONNAISSANCE LEGALE DE LA SECTION SYNDICALE D'ENTREPRISE et extension des pouvoirs des délégués d'entreprises.

III) Réformes de structures pour instaurer une démocratie nouvelle au service des travailleurs

1° INSTITUTIONS POLITIQUES. Après la forte diminution des « oui », avec une Assemblée nationale où le nombre des députés U.N.R. sera diminué dans d'importantes proportions, la lutte entre de Gaulle et le Parlement va s'accroître. La France risque de connaître une période de crise autrement grave que ne l'étaient les crises ministérielles. Les perspectives confirment ce que le P.S.U. a prévu sur l'instabilité du régime gaulliste.

CONTRAT DE LEGISLATURE

La majorité issue du suffrage universel investit le gouvernement chargé d'exécuter le programme sur lequel elle s'est constituée. Le gouvernement est responsable devant l'Assemblée élue par le suffrage universel. Il peut donc être renversé. Mais dans ce cas (ainsi qu'en cas de démission du gouvernement) l'Assemblée est automatiquement dissoute. Ainsi sont écartés à la fois les inconvénients d'un pouvoir personnel et d'un exécutif irresponsable (cas de la V^e République) et d'une assemblée modifiée en cours de législation par des renversements de majorité ou des combinaisons auxquelles le suffrage universel est étran-

ger (cas de la III^e et de la IV^e République où, sous l'influence des puissances d'argent, la majorité de gauche se désagrègeait pour céder la place à des majorités centre-droite).

ASSEMBLEE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Le P.S.U. se prononce pour la suppression du Sénat et son remplacement par une Assemblée économique et sociale, dotée de pouvoirs lui permettant de jouer un rôle essentiel dans la préparation du plan et le contrôle de son application, ainsi que pour l'élaboration de la législation économique et sociale. Dans cette assemblée, chaque classe sociale doit être représentée proportionnellement à son effectif dans la nation.

DECENTRALISATION POLITIQUE ECONOMIQUE ET ADMINISTRATIVE

L'accroissement des pouvoirs de l'Etat, avec les dangers technocratiques qui en résultent, doit être compensé par l'extension des pouvoirs dévolus aux assemblées locales et régionales.

2° NATIONALISATION SOUS CONTROLE DEMOCRATIQUE DES GRANDS POLES DE DOMINATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE.

Il faut réduire le pouvoir du grand capitalisme et de ses commis dans les décisions de l'Etat, éviter le sabotage par les intérêts privés des décisions prises par les travailleurs eux-mêmes.

Cela doit entraîner LA NATIONALISATION :

- des BANQUES ET DES COMPAGNIES D'ASSURANCES DEMEUREES PRIVEES, pour mettre le crédit au service du plan démocratique ;
- DES GRANDS MONOPOLES ; notamment sidérurgie, pétrole, énergie atomique, construction aéronautique, automobile.

3° INSTAURATION D'UNE VERI-

TABLE PLANIFICATION DEMOCRATIQUE ET DECENTRALISEE.

Ainsi éloignée de l'actuelle planification française dont les décisions ne sont pas imposées aux intérêts privés et souvent se brisent contre eux, que de la planification autoritaire et bureaucratique de l'Union soviétique, la planification démocratique se caractérise par :

- **SES OBJECTIFS** : faire valoir la satisfaction des besoins prioritaires des masses populaires (logement des classes populaires, écoles, hôpitaux, etc.) ;

- **SES METHODES** : le plan doit être obligatoire pour toutes les branches de l'économie. Le choix des objectifs essentiels doit être fait par le plus grand nombre possible de citoyens (donc, après les délibérations des assemblées régionales et avis de l'assemblée économique, par l'assemblée élue au suffrage universel).

4° **DROIT AU LOGEMENT.** Création d'un Service national de l'Habitat, disposant de la totalité des ressources financières aujourd'hui dispersées dans des organismes multiples - les fonds d'Etat représentant actuellement 60 % des investissements réalisés dans la construction (sans compter les primes et les prêts : mais cet effort est souvent détourné de son but.

5° DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT.

La situation actuellement est bien connue : refus de dizaines de milliers d'élèves, manque de professeurs et de locaux... Une structure confuse, par suite de multiples replâtrages faits sans conception d'ensemble.

Le P.S.U. se prononce pour :
- **UN SERVICE NATIONAL LAIQUE** et unique, ce qui implique à la fois la nationalisation de l'enseignement « libre » et le regroupement de toutes les formes d'enseignement re-

levant aujourd'hui d'autres administrations ou de secteurs capitalistes.

- **L'AUGMENTATION CONSIDERABLE** des crédits de l'Education nationale permettant :

- la prolongation de la scolarité jusqu'à 18 ans ;
- la gratuité totale et réelle de l'enseignement à tous les niveaux (y compris le préscolaire pour les études poursuivies après 18 ans) ;
- la création d'un service autonome géré démocratiquement (représentants du pouvoir politique, des parents et des maîtres) ;
- une réforme organisant une orientation qui corrige, au lieu de les aggraver, les inégalités sociales (établissements scolaires, uniques pour les enfants jusqu'à 15 ans).

IV) Problèmes internationaux

Le P.S.U. ne veut pas se résigner à la division du monde en deux camps. Il refuse tout alignement sur l'un ou l'autre bloc.

Hostile à la force de frappe gaulliste, il s'oppose également à l'armement nucléaire de l'Allemagne de l'Ouest par les Etats-Unis et de la Chine par l'U.R.S.S.

Le P.S.U. est favorable à la coopération étroite des travailleurs européens en vue de faire triompher les revendications communes et d'opposer à l'Europe des cartels une Europe socialiste.

Il se prononce pour l'élargissement de l'Europe intégrée par l'admission dans le Marché commun de la Grande-Bretagne et les Etats neutres.

Pour le désarmement général progressif et contrôlé, il estime que les premiers objectifs à atteindre sont l'arrêt des expériences nucléaires, le désarmement atomique et le désengagement militaire de l'Europe.

L'HISTOIRE DE L'UNION SOVIETIQUE ET DES ETATS-UNIS DE 1917 A NOS JOURS

LES DEUX GEANTS

ARAGON - ANDRÉ MAUROIS DE L'ACADEMIE FRANÇAISE
5 magnifiques volumes 245 x 310

Une base essentielle inédite et accessible de documents sur l'histoire et le développement dans toutes les branches de l'activité humaine des "DEUX GEANTS".

- Près de 2.000 pages et plus de 2.000 illustrations en couleurs et en noir, pour une grande part inédites.
- Illustrations en couleurs "procédés quadrichromie offset".
- Triptyques panoramiques en six couleurs de 0,96 m.
- Gardes imprimées en or mat filigrane aux armes des "Deux Géants".
- Reliure pleine peau balafort ouatinée.
- Des Jansénistes.

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE
à expédier au Centre Français d'Édition et de Diffusion
6, rue des Saussaies - PARIS 8^e

M _____
Rue _____ N° _____
Ville _____ Départ. _____

Je désire être documenté, sans engagement de ma part sur la collection "LES DEUX GEANTS" et plus particulièrement sur les conditions privilégiées réservées aux lecteurs de la

TRIBUNE SOCIALISTE

LA VÉRITÉ SUR LE FAMEUX

A l'approche des élections, le gouvernement a multiplié les petits cadeaux : hausse du S.M.I.G., des allocations familiales, des rentes viagères... Pour piper quelques voix, l'U.N.R. et ses alliés ont consenti en quinze jours plus qu'ils n'avaient accordé aux travailleurs en dix-huit mois; ceci déjà suffit à caractériser une politique qui devait, paraît-il, « rénover les mœurs politiques », grâce à un pouvoir « qui ne recule pas ».

C'est que le régime veut faire oublier ses débuts profondément anti-sociaux. Rappelez-vous : de 1958 à 1960, la dévaluation de 20 p. 100, la hausse des prix qui s'en est suivie, puis le chômage et la réduction des horaires, entraînant une forte réduction du pouvoir d'achat ouvrier, encore aggravée par la stagnation des prestations familiales, alors que les prix montaient... Tout cela, le régime veut le faire oublier. Il veut aussi faire oublier les imprudences de langage de M. Debré, et sa fameuse lettre au patronat, interdisant d'accorder des hausses de salaires de plus de 4 p. 100.

Pour faire oublier tout cela, le pouvoir cède... quitte à augmenter l'an prochain les impôts, pour financer ses concessions électorales. C'est malhonnête, et c'est trop tard. Car les Français, même s'ils « ont la mémoire courte », gardent un souvenir assez précis de ce qu'a été la V^e République, depuis quatre ans et demi, jusqu'à la chute du gouvernement et au mois précédent les élections.

Au terme de cette législature, qui a vu à l'œuvre l'U.N.R., les Indépendants, le M.R.P. — avec, pendant un temps, l'appui de la S.F.I.O. — quel bilan dresser de la V^e République ? A-t-elle accompli les « miracles économiques » dont elle se vante ? Quelles réalisations sociales peut-elle mettre à son actif ? N'a-t-elle pas plutôt mis son cœur — et notre argent — dans des dépenses de faste ou de guerre, inutiles aux Français ? Nous répondons ici à toutes ces questions.

M. Rungis.

TOUT n'est pas faux dans les affirmations officielles sur le « redressement économique et financier français » des dernières années. En quatre ans et demi, la production nationale a augmenté de quelque 22 p. 100 et la production industrielle de 30 p. 100. Cela représente un rythme moyen d'un peu plus de 4 p. 100 par an pour l'ensemble de la production, et de 7 p. 100 pour les fabrications industrielles.

Pas mal, n'est-ce pas ? Mais c'est tout de même moins que le rythme d'expansion antérieur, qui avait été de quelque 5 p. 100 par an pour la production totale et de près de 9 p. 100 pour la production industrielle. Loin d'être en progrès, par rapport au rythme antérieur d'expansion, l'économie française a, sous la V^e République, progressé moins vite.

Du chômage de 1958-1959...

Pourquoi ? Précisément à cause des mesures de « redressement financier » prises par l'équipe de Gaulle-Pinay, à la fin de 1958 et au début de 1959, pour mettre fin à l'hémorragie de dollars ; ces mesures ont aggravé l'effet de l'« opération 20 p. 100 » du président du Conseil radical Félix Gaillard et celui de l'« opération-vérité-des-prix » du président M.R.P. Pflimlin, qui avaient, dès 1957 et 1958, le même objet.

La dévaluation de décembre 1958, et les hausses de prix dont elle s'est accompagnée, ont stoppé pendant plus d'un an l'activité économique, provoquant le chômage dans l'industrie et une baisse substantielle du niveau de vie — dépassant parfois 20 p. 100 — des familles ouvrières.

Ce que les Français ne consommaient plus a pu être vendu à l'étranger : d'où un essor considérable des exportations, qui a permis de compenser les achats à l'étranger, mettant ainsi fin au déséquilibre des paiements extérieurs, qui privait peu à peu la Banque de France de son or. Ce redressement des finances extérieures, qui était nécessaire, est incontestable.

Mais à quel prix ? La hausse des prix de détail, provoquée par la dévaluation, a à ce point réduit la consommation des familles populaires que nombre d'usines françaises ont dû réduire leur activité, faute de clients. La stagnation économique de 1958-1959 n'a pas d'autre secret. C'est de propos délibéré

que de Gaulle, Pinay et Debré ont provoqué à ce moment la hausse des prix et le chômage. On ne saurait s'étonner de retrouver l'une et l'autre dans les statistiques.

...aux hausses de prix actuelles

Les hausses de prix ne se sont d'ailleurs pas arrêtées là. Assoupies en 1960, elles ont repris l'an dernier et n'ont pratiquement plus cessé depuis. Les chiffres cités ci-contre sont éloquentes, à cet égard, et montrent bien le caractère mensonger des vantardises officielles sur la « stabilité » : depuis l'avènement de la V^e République les prix ont monté de 19 p. 100, de l'aveu même des statistiques officielles.

Les prestations familiales, qui ont augmenté moins vite, ont vu leur pouvoir d'achat baisser sous la V^e République. Quant aux salaires des ouvriers, des employés et des petits fonctionnaires, s'ils ont progressé, ce n'est pas grâce au gouvernement, mais contre lui. Rappelez-vous la fameuse phrase de de Gaulle : « Le pouvoir ne recule pas » ; rappelez-vous aussi la lettre de Debré au patronat sur les 4 p. 100 d'augmentation des salaires à ne pas dépasser ; rappelez-vous encore les palinodies de Pompidou, au printemps dernier, pour renvoyer à l'automne l'examen des revendications des salariés.

Le résultat est clair : les salaires ont augmenté sous la V^e République, grâce à la lutte des travailleurs, mais beaucoup moins vite qu'avant. Ceci s'ajoutant au retard des prestations familiales sur les prix, le pouvoir d'achat de la famille ouvrière moyenne n'a progressé que de 10 p. 100 environ en cinq ans, celui de la famille d'employés de 12 p. 100, et celui de la famille du petit fonctionnaire de 6 p. 100. Le record — si l'on peut dire — est détenu par les familles des salariés du secteur nationalisé, dont le niveau de vie dépasse encore à peine (2 à 4 p. 100), dans bien des cas, celui de 1957 !

Ceux qui ont profité du régime

Mais, direz-vous, à qui donc a profité l'enrichissement national qui s'est produit pendant cette période, et que l'on peut chiffrer à 18 p. 100 par habitant pour cinq ans ? A d'autres que les familles populaires, évidemment.

Pas aux vieux, dont la misère reste évidente : la moitié des ménages de personnes âgées n'ont pas le S.M.I.G. pour vivre !

Pas aux petits paysans des régions dévalorisées, non plus : l'exode rural vers les villes montre assez combien le sort de ces cultivateurs est dramatique. Mais, alors, à qui a profité la V^e République ?

Aux autres, évidemment. Et l'Institut national de la statistique, organisme officiel, lui aussi, l'indique : les cadres — dont le niveau de vie familial a progressé du cinquième environ — et surtout les industriels (en particulier le grand patronat, dont les affaires ont le plus prospéré), les commerçants des villes (dont les bénéfices suivent généralement les prix), de très nombreux membres des professions libérales.

D'autres ont encore plus profité de la V^e République, capitaliste comme ses devancières ; ce sont les spéculateurs en Bourse,

- Les classes privilégiées part de l'enrichissement
- Les inégalités sociales des familles populaires.
- Le logement, les écoles des vieux ont été négligés

dont les profits ont augmenté des trois quarts depuis mai 1958, grâce aux bénéfices réalisés par les grandes sociétés, sur le dos des salariés et des consommateurs.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour constater qu'à des exceptions près les catégories de Français qui ont été avantagées par l'évolution des dernières années sont justement celles dont les revenus étaient déjà les plus hauts. La V^e République a ainsi aggravé les inégalités sociales, déjà monstrueuses en France puisque la hiérarchie des revenus y va de 1 à 2.000, depuis le vieillard économiquement faible jusqu'à la « grande famille », dirigeante de trusts multiples.

Scandales de la construction hausses de loyers...

Mais on ne saurait dresser un bilan économique et social de la V^e République en s'en tenant aux seuls revenus des Français. D'autres aspects doivent être étudiés : le logement, les écoles, les hôpitaux.

La construction a beaucoup fait parler d'elle sous la V^e République. Mais pas pour le bon motif. C'est de scandales que nous avons été rassasiés, non de logements : scandale du C.N.L., dans lequel ont été mêlés le député U.N.R. Le Tac (qui avait touché 33 millions du C.N.L. pour éditer un journal électoral, vite disparu), l'architecte Poullon, dont les amitiés politiques étaient également bien connues (des réceptions de dirigeants U.N.R. étaient organisées sur le trop fameux chantier du « Point-du-Jour »...).

Scandale de l'Immobilier Lambert, aussi, dont les souscripteurs n'ont pu obtenir — malgré une décision de justice — des ministres de la V^e République qu'ils leur communiquent les pièces comptables qui leur auraient permis de se faire rendre justice et d'être remboursés du trop perçu.

Plus régulièrement encore que les scandales, les hausses de loyer se sont succédées ; sous les prétextes les plus divers, et parfois sans motif aucun, l'idéal avoué du régime étant le retour à la liberté des loyers.

La construction, elle, a été plus modeste !

DANIEL LIGOU

HISTOIRE DU SOCIALISME EN FRANCE (1871-1961)

LETTRE-PRÉFACE DE PIERRE MENDÈS-FRANCE

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

w.l. shirer

LE TROISIÈME REICH

Le classique indispensable d'une aventure dont nous avons tous souffert.

STOCK

edward behr

DRAMATIQUE ALGÉRIE

La première histoire objective d'une terre pour laquelle deux communautés ont accepté de se battre et de mourir.

STOCK

REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE

on achève cette année tout juste autant de logements qu'on en avait mis en chantier en 1958 (310.000); même le patronat du bâtiment crie à la stagnation, soulignant que la France vient au neuvième rang en Europe, sur quatorze !

Et pourtant, l'enquête que vient de publier l'administration montre l'urgence d'une politique d'envergure dans ce domaine : quinze ans après la fin de la guerre, deux millions de logements sont encore surpeuplés en France, dont 630.000 dans la seule région parisienne et 330.000 autres dans les villes de plus de 100.000 habitants.

Six logements sur dix datent d'avant 1914, deux sur trois n'ont pas d'équipement sanitaire normal... Encore convient-il d'ajouter que le tout petit effort fait ces dernières années l'a surtout été en faveur de la construction privée, la plus chère, donc celle qui répond le moins aux possibilités des familles

ont confisqué une énorme national.

sont accrues, au détriment

les hôpitaux, les retraites

populaires, grandes victimes de la crise et du surpeuplement. Les grandes banques et les sociétés immobilières, elles, y ont évidemment trouvé profit. Là encore, les préférences du régime apparaissent clairement.

La grande misère des écoles

Des écoles, on pourrait, hélas ! parler longtemps, tant la pénurie reste grande. Les majorations de crédits accordées pour les constructions scolaires ont été en partie absorbées par la hausse des prix. La fraction qui ne l'a pas été est toujours demeurée très en deçà non seulement de ce qui aurait été nécessaire pour accueillir normalement les enfants, mais même des plans gouvernementaux élaborés antérieurement pour faire face à la poussée démographique.

Dans les villes, les enfants ont donc continué à s'entasser à 40, parfois plus, dans les classes, la crise aiguë passant du primaire au secondaire, avant d'atteindre — toujours faute de locaux et de maîtres — l'Université. Cette année, deux cent mille élèves sont restés à la porte des collèges d'enseignement technique. En Faculté, il n'est pas rare qu'un cinquième seulement des étudiants puissent assister aux cours !...

Misère des écoles, misère des hôpitaux, aussi ; ils sont les plus vieux d'Europe.

S'il est vrai que la France consacre à aider les peuples sous-développés le taux le plus fort du monde (2,5 p. 100 de son revenu national), il faut noter que ce taux était le même du temps de la IV^e République. Encore n'est-il pas sûr qu'il soit maintenu, puisqu'une fois l'indépendance de l'Algérie acquise, la V^e République a réduit l'aide éco-

nomique à ce pays, pourtant si largement promise à l'époque du « plan de Constantine » et des discours sur « la France de Dunkerque à Tamanrasset ».

Le gouffre des dépenses militaires

Ceci aussi en dit long sur la sincérité des déclarations gouvernementales concernant l'aide aux « peuples de la faim ». C'est là un thème familier à la diplomatie de la « grandeur » ; mais c'est à condition que les pays indépendants d'Afrique restent pleins de révérence à l'égard du chef de l'Etat et qu'ils acceptent de soutenir la politique étrangère française.

Sinon, leur faim restera insatisfaite... Sékou Touré s'en est aperçu le premier, Bourguiba aussi, un peu plus tard. C'est aujourd'hui le tour de l'Algérie : si elle se montre insuffisamment docile, elle risque de se voir couper les vivres par de Gaulle. Comme si les raisons fondamentales de solidarité, qui doivent nous faire aider ces peuples trop longtemps exploités, disparaissent le jour où ils s'émancipent effectivement !

Mais, alors, à quoi la V^e République a-t-elle employé l'expansion nationale, si ce n'est pas l'aide aux sous-développés qui explique l'absence de politique sociale en France ?

A quoi ? La guerre d'Algérie, de mai 1958 à Evian, a coûté quelque 4.000 milliards. Chacune des années pendant lesquelles le pouvoir a refusé d'admettre l'indépendance de l'Algérie, condition de la paix, a coûté 1.000 milliards de dépenses perdues, sans compter les morts !

Ce n'est pas tout. Par rapport au budget de 1958, les dépenses militaires ont été accrues de 265 milliards en 1959, de 325 l'année suivante, de 360 en 1961 et de 430 cette année. Soit 1.380 milliards de supplément en quatre ans ! De quoi bâtir 300.000 H.L.M. de plus pendant cette période !

Cette priorité absolue pour l'armée, loin de diminuer avec la fin de la guerre d'Algérie, risque de se renforcer en 1963, si l'équipe gaulliste reste au pouvoir. Le projet de budget qu'a déposé M. Pompidou prévoit 125 milliards de dépenses militaires en plus, et cela malgré la démobilisation de 235.000 hommes.

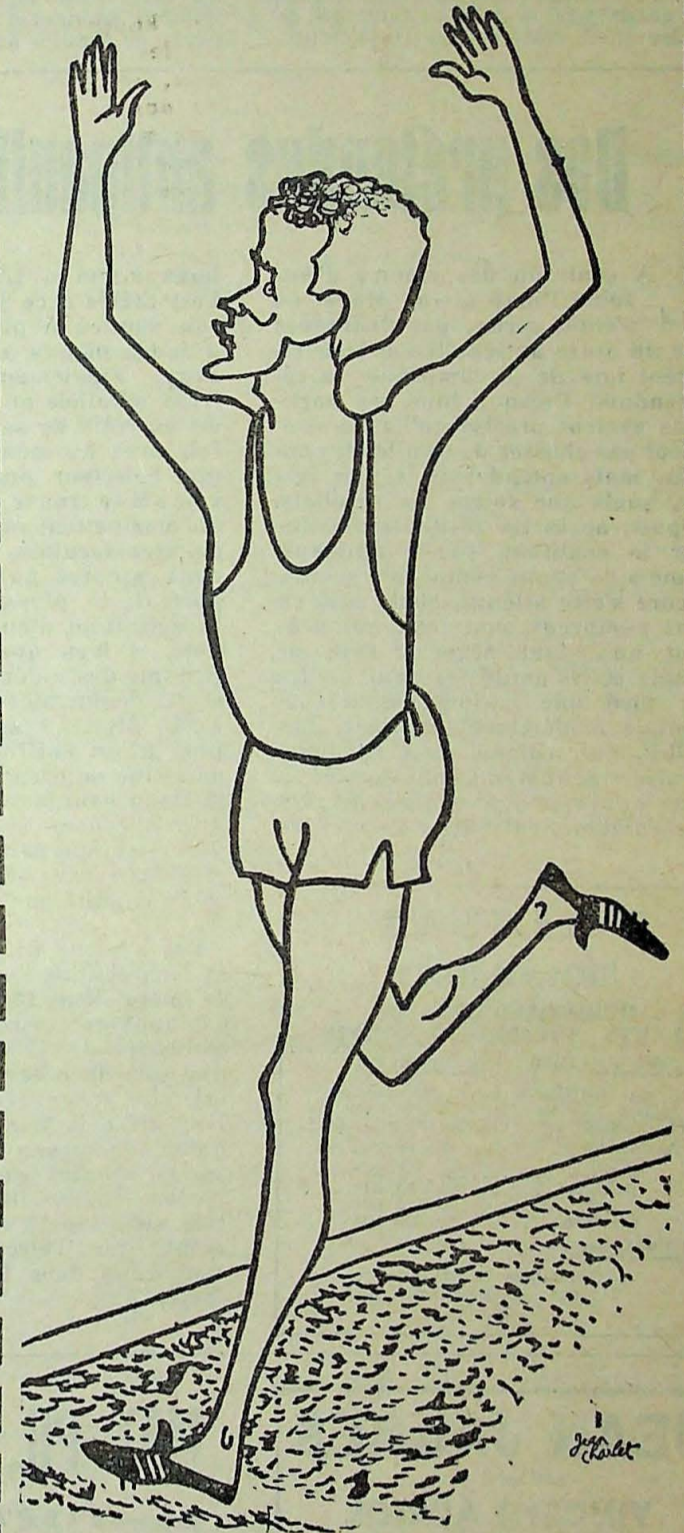
Pourquoi ? Mais parce qu'il faut payer la « force de frappe », indispensable, estime le chef de l'Etat, à sa politique de prestige international. A elle seule, cette « petite bombe H » et ses accessoires risquent de coûter 240 milliards aux contribuables l'an prochain (le prix de 50.000 H.L.M.).

C'en est assez ! Les Français ne veulent plus de cette politique de fausse grandeur, dont le coût empêche de construire les écoles, les logements, les hôpitaux dont ils ont besoin. Ils ne veulent plus que les classes privilégiées accaparent à leur profit une portion croissante de la richesse nationale.

Ils ne veulent plus que s'aggravent les inégalités sociales, que se creuse l'écart entre les parias de la nation — vieux, petits salariés, familles, exploitants agricoles des régions déshéritées — et les privilégiés de la fortune, complices — conscients ou non — d'une exploitation capitaliste éhontée que le régime gaulliste maintient en place.

Les Français en ont assez. Ils le montreront le 18 novembre, en arrachant à la V^e République son masque de la « grandeur », qui ne parvient plus à dissimuler une politique franchement réactionnaire.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET



JAZY, candidat U.N.R. ou...

les mauvaises habitudes.

TOUTES LES EDITIONS FRANÇAISES

Les derniers microsillons

NOUVELLE LIBRAIRIE
DU GLOBE

2, rue de Buci - PARIS-6^e - DAN. 54-99

9 h. 30 à 19 h. — Métro : ODEON

ÉDITIONS DE MOSCOU

BUDAPEST — PEKIN — PRAGUE

en langue française

Catalogues gratuits sur simple demande

pierre mendès france

la république moderne

100.000 ex.

en 15 jours

nrf

COLLECTION

idées

2^{NF}
90 le volume

Forces et faiblesses du régime gaulliste

Le régime gaulliste a subi, lors du dernier référendum, un échec assez grave qui peut être pour lui le commencement de la fin, à condition cependant que cet échec soit suivi rapidement d'autres coups graves et que ses capacités de manœuvre soient de plus en plus réduites. Pour obtenir ce résultat, il faut se garder de le sous-estimer et de croire qu'il restera inactif et n'utili-

lisera pas toutes les ressources qui sont à sa disposition.

Notons d'abord que l'adoption (probable malgré le recours au Conseil constitutionnel) du projet de loi sur l'élection du président de la République au suffrage universel lui donne une arme nouvelle en lui permettant de jouer avec la menace d'une démission, suivie d'une réélection du général de Gaulle au suffrage univer-

sel. Si l'on ajoute à cela tout l'arsenal déjà existant dans la Constitution de la V^e République, force est bien d'admettre que, face à une Assemblée débarrassée d'une partie de ses inconditionnels U.N.R. après les prochaines élections, le président de la République, en faisant quelques concessions mineures sur la façon de nommer le Premier ministre, se trouvera vraisemblablement en mesure de faire face à une petite guerre parlementaire. A moins d'un improbable raz de marée électoral de gauche, la véritable bataille trouvera son centre de gravité hors des débats parlementaires, car la plupart des partis dits d'opposition représentés à l'Assemblée nationale (des indépendants à une partie de la S.F.I.O.), de par leur nature de classe, tiennent beaucoup aux « conquêtes du 13 mai » :

— mise à l'écart des masses populaires pour la discussion des grands problèmes ;

— concentration des forces et des moyens entre les mains d'une petite oligarchie de grands capitalistes et de hauts fonctionnaires pour tout ce qui concerne la politique économique (économie concertée) ;

— limitation de la liberté d'action du mouvement ouvrier (droit de réunion, de manifestation, liberté de l'expression écrite ou filmée, etc.) ;

— tentatives pour renforcer « l'apolitisme » des masses, pour transformer les syndicats en « relais » du pouvoir (selon l'expression de M. Grandval, ministre du Travail).

Tout cela doit amener à constater que la force du régime ne tient pas uniquement à la popularité du général de Gaulle, à ses possibilités de faire des plébiscites, mais aussi au fait qu'il correspond aux tendances autoritaires et antidémocratiques du capitalisme contemporain. Si de Gaulle n'avait pas existé, il aurait fallu l'inventer, pour faire face aux problèmes de la décolonisation, à ceux de la programmation économique (1) nécessaire dans une économie avancée, même basée sur la recherche du profit. De Gaulle est, certes, difficilement supportable en de nombreuses occasions. Les classes dirigeantes renâclent quelquefois devant le coût de sa domination, mais elles n'ont aucune envie de revenir en arrière pour remettre en selle Antoine Pinay ou Paul Reynaud, qui seraient de moins bonnes barrières contre les revendications des classes populaires. Elles chercheront tout au plus à tempérer son arbitraire, tout en acceptant la « modernisation » de la politique qu'il a introduite.

Aussi bien, sur le fond, la faiblesse du régime gaulliste ne se situe-t-elle pas dans son antiparlementarisme, mais dans son caractère oligarchique et antidémocratique. Il ne faut pas gratter beaucoup pour découvrir derrière la façade de la « démocratie directe » un régime féroce opposé au mouvement ouvrier (8 février 1962), désireux de faire payer aux classes populaires le prix de l'adaptation de l'économie à la technique moderne, militariste et belliciste (soutien apporté à Kennedy), clérical (loi Debré), parasitaire (dépenses somptuaires, scandales, force de frappe, etc.). C'est sur ces points-là qu'il faut l'attaquer et non sur son hostilité à la séparation des pouvoirs (qui doit être redéfinie dans une démocratie socialiste).

C'est sa complicité avec le capitalisme actuel qui fait sa faiblesse ; c'est en combattant pour une solution de rechange socialiste que cette faiblesse sera la plus apparente. La perspective d'une démocratie socialiste et nouvelle, contrôlée par les travailleurs et au service des travailleurs, est en effet seule capable de mobiliser des énergies pour porter de nouveaux coups au régime autoritaire gaulliste, nouvelle expression politique de la société de classes.

J.-M. Vincent.

(1) Encore très loin d'une véritable planification.

Des prétendus antigauillistes

La coalition des « non » d'Antoine Pinay à Guy Mollet ne s'était, certes, pas distinguée par un autre antigauillisme bien virulent lors de la campagne du référendum. Presque tous ses partisans avaient précisé qu'ils ne voulaient pas chasser de Gaulle du pouvoir, mais entendaient le voir rester, quels que soient les résultats. Depuis, après les résultats obtenus par la coalition, son « antigauillisme » de bonne compagnie semble encore s'être atténué, et de plus en plus nombreux sont ceux qui pensent qu'il faut négocier avec de Gaulle et les gaullistes pour mettre sur pied une majorité gouvernementale modérément gaulliste. Les M.R.P. qui, comme P. Pflimlin et Maurice Schumann, ont appelé à voter « oui », se sont chargés du rôle de médiateurs entre les « oui » et les

bons « non ». L'U.N.R. elle-même s'est prêtée à ce jeu en distribuant son soutien à plusieurs candidats « indépendants », M.R.P. et radicaux. Finalement, une sorte de front parallèle au cartel des « non » est en train de se former, quelquefois avec les mêmes hommes, sans que l'électeur puisse vraiment savoir s'il se trouve en face d'hommes qui combattent ou non la politique gouvernementale. Les intérêts locaux propres aux candidats l'emportent, la plupart du temps, sur la définition d'une politique nationale, si bien que le fameux programme des « démocrates de droite et des démocrates de gauche », cher à Guy Mollet, ressemble de plus en plus à un chiffon de papier que personne ne prend au sérieux. Dans le camp bourgeois, de Gaulle et ses suivants sont encore les seuls à présenter une perspective cohérente et à offrir des gages de continuité et de solidité sur le plan politique.

Les anciens prépondérants de la IV^e République, les anciens héros de la troisième force, les inventeurs des apparentements de 1951, les capitulards de 1958 nous montrent une fois de plus qu'il ne faut rien attendre d'eux. Gageons que si on leur offre la tête de Pompidou et qu'on leur propose un Premier ministre ayant quelques habitudes parlementaires, ils seront satisfaits, très satisfaits (à condition, évidemment, que l'électeur les renvoie nombreux dans le nouveau Parlement).

J.-M. V.

TRIBUNE Socialiste
HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : PIG 65-21

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	5 NF
6 mois	10 NF
1 an	19 NF
Soutien	30 NF

Publicité : Geneviève Mesguiche 71, rue des Saints-Pères Paris (6^e)

JEAN JAURÈS
présenté par **VINCENT AURIOL**
Un vol. in-16 9 NF.

★

Léon JOUHAUX
CINQUANTE ANS DE SYNDICALISME
par B. GEORGE, D. TINTANT, M.-A. RENAULT
T. I - Un vol. in-8 12 NF

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

PANTHÉON
13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 6 au 13 novembre

A TRAVERS LE MIROIR (V. O.)

STUDIO 43 43, Fg Montmartre PROvence 63-40
Semaine du 6 au 13 novembre
Présente un film hongrois inédit
LE PROFESSEUR HANNIBAL
de Zoltan FABRI
Un film et cruel sur la liberté de pensée.
Permanent tous les jours de 14 à 24 h.

MAX PH. DELATTE

LIBRAIRIE
133, rue de la Pompe, PARIS-16^e

■
Littérature
Beaux-Arts
Erudition

■
TOUS
LES CLUBS

■
Service spécial
de recherche
d'ouvrages
EPUISÉS OU RARES

■
Expéditions en Province
et à l'Étranger
Livraison gratuite dans Paris

LE TERRAIN VAGUE

Les éditions LE TERRAIN VAGUE
EDITENT
POSITIF (Revue de Cinéma)
où se rencontrent et dialoguent différents courants de la CRITIQUE CINÉMATOGRAPHIQUE DE GAUCHE

No 43 : L'AFFAIRE « TU NE TUERAS POINT ».
44 : CLEO DE 5 A 7.
45 : BARDEM-LATTUADA.
46 : FEUX SUR LE CINÉMA FRANÇAIS.
47 : FEUX SUR LE CINÉMA FRANÇAIS (Suite).
48 : MARILYN MONROE.
49 : CINÉMA ET VÉRITÉ.

LE NUMERO 3 NF

LE TERRAIN VAGUE - 23-25 rue du Cherche-Midi - Paris

ÉDITIONS SOCIALES

problème actuel et des solutions...

L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE

par Jacques DUCLOS

le volume de 256 pages 5 NF

Vente Librairies et à Odéon-Diffusion, 24, rue Racine à PARIS 6^e

François Maspero, éditeur

40, rue Saint-Séverin, Paris-5^e

“ Cahiers Libres ”

1- 2	Pietro Nenni, La guerre d'Espagne	12,00
3	Frantz Fanon, L'An V de la Révolution algérienne	7,80
4	Georges Suffer, Les catholiques et la gauche	7,50
5- 6	Jean Baby, Critique de base	9,90
7	Maurice Maschino, Le Refus	7,80
8	Paul Nizan, Aden Arabie, préface de J.-P. Sartre	7,80
9-10	Giuseppe Boffa, Le grand tournant	12,00
11	Robert Barrat, Officiers en Algérie	4,50
12-13	Pietro Nenni, Vingt ans de fascisme	12,00
14	Le droit à l'insoumission	9,90
15	J. Vergès, Défense politique	4,50
16	A. Mandouze, La Révolution algérienne par les textes (3 ^e édition remise à jour)	9,60
16-18	Marcel Péju, Le procès du réseau Jeanson	9,90
19	Maurice Maschino, L'Engagement	5,70
20-21	A.-R. Abdel Kader, Le Conflit judéo-arabe	21,00
22	Palmiro Togliatti, Le Parti communiste italien	7,80
23	Paulette Péju, Les Harkis à Paris	épuisé
24-25	J. Grignon-Dumoulin, Fidel Castro parle	15,00
25-26	G.-M. Mattéi, Disponibles	7,80
27-28	Frantz Fanon, Des Damnés de la terre, préface de J.-P. Sartre	13,50
29	Ratonnades à Paris	épuisé
30	E. Copfermann, La Génération des blousons noirs	8,70
31	E. Che Guevara, La Guerre de guérilla	8,70
32-33	Michel Merlier, Le Congo de la colonisation à l'indé- pendance	18,30
34	Serge Moureaux, Les Accords d'Évian et l'avenir de la Révolution algérienne	épuisé
35	G. Boffa, Les Etapes de la révolution russe	4,80
36	Cercle Taleb Moumié, Fidel Castro ou Tschombé ?	4,50
37-38	Robert Paris, Histoire du fascisme en Italie	13,50

“ Textes à l'appui ”

1	Jean Jaurès, Les Origines du socialisme allemand	7,80
2	Paul Nizan, Les Chiens de garde	7,80
3	Jomo Kenyatta, Au pied du mont Kenya	9,90
4	Thomas Oppermann, Le Problème algérien	15,00
5	V. Lanternari, Les Mouvements religieux des peuples opprimés	18,30

Un devoir pour l'« honnête homme » autant que pour le militant politique, dans la France de 1962 : Parvenir à être informé des réalités politiques et sociales du monde entier, malgré tous les barrages et les silences d'une presse souvent commercialisée...

C'est dans ce but qu'a été fondée la collection « Cahiers Libres » qui depuis sa création a payé sa liberté de 15 saisies et d'autres avatars. Elle s'est enrichie d'une collection plus scientifique (« Les Textes à l'appui ») et d'une collection littéraire (« Voix ») et enfin d'une revue bimestrielle qui s'efforce de serrer l'actualité de plus près (« Partisans »). C'est ainsi qu'envers et contre tout peuvent être publiés à la fois des études de base et des documents de choc, irremplaçables, où l'on trouve les grands noms de la Gauche mondiale.

Ces collections se trouvent dans toutes les bonnes librairies. On peut également s'abonner (pour toute documentation, renvoyer le bulletin ci-dessous).

“ Voix ”

1	Hocine Bouhazer, Des voix dans la casbah	4,80
2	Malek Haddad, Ecoute et je t'appelle	7,80
3	G. Chaliand, Poésie populaire des Turcs et des Kurdes ..	7,80
4	Le Romancero de la Résistance espagnole	21,00
5	Nazim Hikmet, En cette année 1941	9,60
6	Les enfants d'Algérie (récits et dessins)	16,50

“ Libertés ”

1	Zohra Drif, La Mort de mes frères	1,00
5	Moussa Lachtar, La Guillotine	1,50
6	M. de Andrade, Liberté pour l'Angola	2,70

“ Partisans ”

1	Octobre 1961 : Vercors, D. Dolci, N. Guillén ; Le Dossier de la génération algérienne, etc.	3,90
2	Décembre 1961 : Numéro spécial : Cuba révolutionnaire : F. Castro, Che Guevara, O. Dorticos, etc.	5,40
3	Février 1962 : Hommage à Frantz Fanon etc.	3,90
4	Avril 1962 : Fidel Castro, Francis Jeanson, Agostinho Neto, etc.	3,90
5	Juin 1962 : Après le cessez-le-feu — L'Inde et les mirages de la troisième voie — Le Cinéma hors-la-loi — Jomo Kenyatta et l'unité africaine, etc.	4,50
6	Octobre 1962 : Numéro spécial : La Gauche occidentale et le Tiers Monde	3,90
7	(Sous presse) Révolution africaine ? (Algérie, Egypte, An- gola, Guinée, Kamerun, Niger, etc.)	4,50

BON A DETACHER ET A RENVOYER
à François Maspero, éditeur, 40, rue Saint-Séverin, Paris-5^e

NOM PRENOM

Adresse

désire recevoir une documentation gratuite sur :

- Les éditions Maspero
- L'abonnement aux « Cahiers Libres »
- L'abonnement à la revue « Partisans »

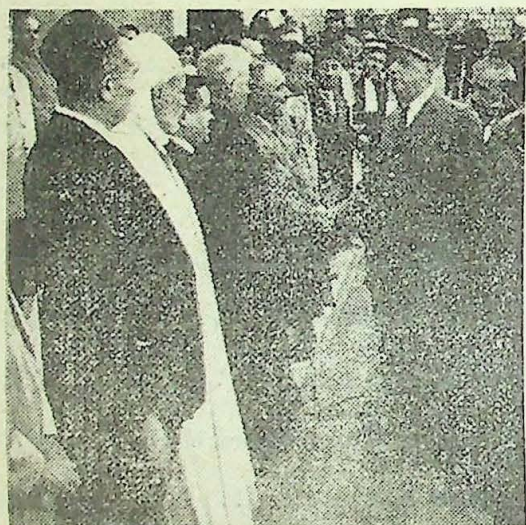
..... le

ALGÉRIE

La guerre d'Algérie est aujourd'hui terminée et la propagande gouvernementale voudrait mettre cette paix au compte du régime. Mais chacun se souvient qu'en 1958 les candidats de l'U.N.R. juraient de maintenir l'Algérie française...



1 ...Le retour du général de Gaulle au pouvoir avait été imposé par l'insurrection du 13 mai, à Alger. De Gaulle criait alors lui-même « Vive l'Algérie française ! »



2 En fait, il savait que le régime colonial était condamné, mais il voulait éviter l'indépendance. Son but était de refaire, avec des notables algériens, ce qui avait été fait jadis en Indochine avec Bao-Daï.



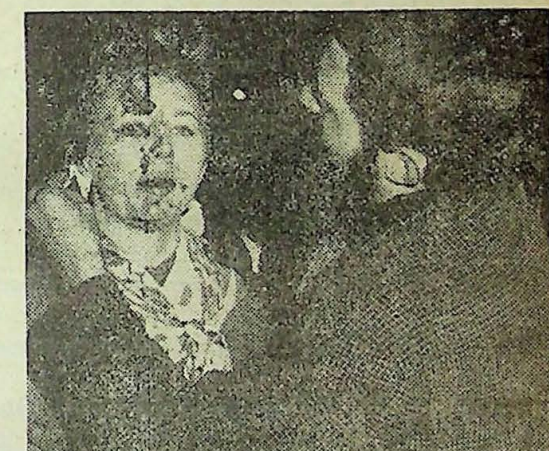
3 C'est ce qui explique que de Gaulle ait tant tardé à ouvrir une véritable négociation. Aux officiers, il promettait de ne jamais rien céder au F.L.N.



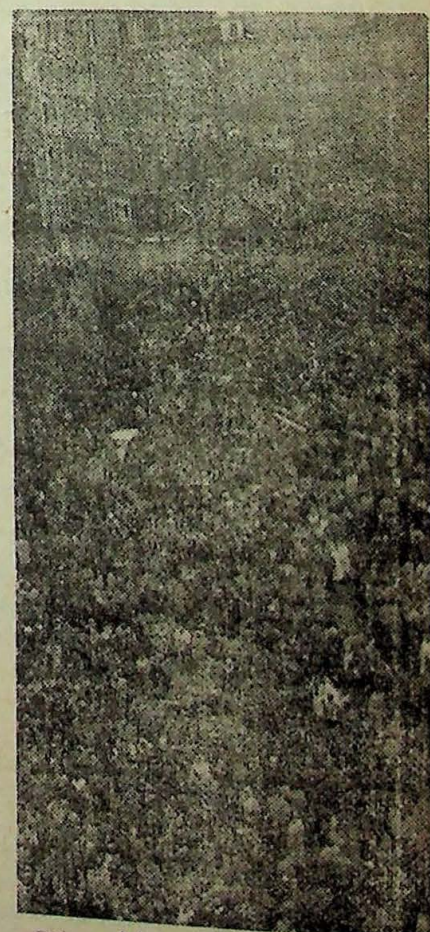
4 Mais de Gaulle n'a pas réussi à trouver des Bao-Daï algériens. Après avoir poursuivi la guerre pendant quatre ans, il a dû accepter que l'Algérie devienne un État indépendant. Une des raisons qui ont obligé de Gaulle à changer de politique est l'hostilité croissante du peuple français à la guerre...



5 ...Le P.S.U. a été à la tête de la lutte pour la paix. Secouant l'apathie des autres organisations de gauche, il a pris l'initiative de manifestations de rues.



6 Dans le même temps, le P.S.U. s'adressait aux syndicats dont les appels permirent d'étendre l'ampleur de ces manifestations. Le gouvernement gaulliste eut alors recours à la répression.



7 Mais cette répression eut pour résultat de décupler les énergies. La formidable manifestation du 13 février 1962 montra au pouvoir qu'on ne pouvait plus indéfiniment ignorer la volonté populaire.

**COLETTE
AUDRY**

**derrière
la
baignoire**

« Colette Audry vient de réussir un joli tour de force : écrire une histoire de chien qui est un livre sur l'amour. »

JACQUELINE PIATIER - (LE MONDE)

nrf

collection
années tournantes

h-mau-h. krausnick

**le national-socialisme
Allemagne 1933-1945**

préface d'alfred grosser

de la conquête du pouvoir par les nazis à l'écrasement final du Troisième Reich. Un document passionnant et bouleversant qui vient à son heure.

Un vol. 10 nf.

casterman

L'Avenir de la paysannerie

LES gaullistes inconditionnels, qui n'en sont plus à une vantardise près, prétendent que la V^e République a aussi une politique agricole. Quelles raisons avancent-ils ? La loi d'orientation de 1962 et son complément de l'été 1962 reconnaissent, certes, la nécessité d'une transformation profonde des structures paysannes : elles ont posé le problème dans

des termes étroitement limités, mais ne l'ont pas résolu !

Si elles ont un mérite, c'est d'avoir éveillé la conscience devant le problème. Que ces textes, auxquels s'est trouvé contraint le gouvernement, marquent l'abandon de l'habituelle « politique de protection des prix » n'est pas un mérite en soi ! Aucun gouvernement, quel qu'il soit, ne peut plus actuellement et sérieusement la défendre.

L'agriculture française, en effet, est conditionnée désormais par une série de facteurs nouveaux ne lui permettant plus de s'équilibrer dans ses structures traditionnelles :

— d'abord, l'entrée de la France dans le Marché commun agricole intensifiera la concurrence en élargissant le marché au-delà des frontières et, par conséquent, menacera des centaines de milliers de petits exploitants, peu aptes, par leurs propres moyens, à se défendre ;

— ensuite, les « réformes » gaullistes aboutiront, dans un plus ou moins long terme, à l'établissement de structures nouvelles « néo-capitalistes » par le mécanisme de concentrations, d'intégration et d'intervention étatique, dont l'effet le plus spectaculaire sera la transformation des exploitants en salariés de la Haute Banque ou de vedettes de cinéma ;

— d'autre part, la prise de conscience chez les jeunes agriculteurs, leur combativité et le dynamisme de leur action syndicale ;

— enfin, le refus paysan de se contenter d'intentions et leur volonté de voir de vraies réformes inscrites dans les faits.

Depuis 1958, les gaullistes prétendent que la paysannerie connaît la prospérité ! La paysannerie rectifiera d'elle-même. Et l'opinion publique, en général, expliquera, peut-être, les manifestations de tracteurs sur les routes, les jacqueries régionales, les grèves administratives...

L'action paysanne ne se contente pas aujourd'hui de défendre le niveau de vie des travailleurs de la terre, mais se préoccupe d'organiser la profession agricole et la commercialisation des produits de la terre. Des expériences d'agriculture de groupe ont été réalisées dans de nombreux villages : leur réussite, difficile et hypocritement entravée par les exploitants de la terre, est un fait et c'est un fait capital. Les résultats obtenus ne l'ont été que parce que les paysans ont su se grouper pour les arracher au pouvoir.

Là, est la voie de l'avenir.

Le P.S.U. refuse la démagogie et le poujadisme, même s'il est « de gauche ». Il est le seul parti à avoir soutenu les expériences d'agriculture de groupe débouchant sur une véritable coopération au stade de la production. Il est le seul à promouvoir un programme agricole destiné à moderniser l'agriculture, selon une voie non capitaliste, ce qui est une nécessité absolue ; il est le seul à proposer une organisation structurelle évitant la ruine des exploitations viables et à lutter contre la spéculation foncière (municipalisation du sol) ; il est le seul à proposer les voies d'une agriculture socialiste où le paysan travaille à une part majeure dans l'exploitation et la distribution des produits de la terre.

Paysans, en mettant votre bulletin dans l'urne, vous saurez reconnaître vos véritables défenseurs. Au nom de « l'unité paysanne », on cherche à vous livrer à ceux qui ne vous ont jamais réellement défendus. Refusez de les écouter.

Votre avenir est en vous. Défendez-le dans une alliance étroite avec les travailleurs des villes qui œuvrent à l'avènement d'une démocratie socialiste, synonyme de responsabilités et de haut niveau de la vie.

Directeur-Gérant de la publication :
Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

J. P.

A B C D E F

JULLIARD

GILLES MARTINET

le marxisme de notre temps

« Appliquer la méthode critique du marxisme au marxisme lui-même, mettre ainsi en lumière les contradictions de la société socialiste, confronter ces contradictions à celles que développe le capitalisme de la troisième évolution industrielle. Puis tracer à partir de cette double analyse les perspectives de la démocratie socialiste, tel est l'objet de ce livre. »

9 NF

AMAR OUZEGANE

le meilleur combat

« Le livre d'Amar Ouzegane, émouvant, contrasté, déconcertant, est une contribution précieuse à la connaissance de la première équipe dirigeante de l'Algérie indépendante. »

Jean LACOUTURE "Le Monde"
16,80 NF

ERNEST MANDEL

traité d'économie marxiste

LE MARXISME EST-IL DÉPASSÉ ?

C'est à cette question entre plusieurs autres que tente de répondre Ernest Mandel. Cet important ouvrage, qui vient à son heure pour aider à faire le point, doit prendre sa place dans toute bibliothèque de l'homme du XX^e siècle.

2 forts vol. 45 NF

WALTER LIPPMANN

l'unité occidentale et le Marché Commun

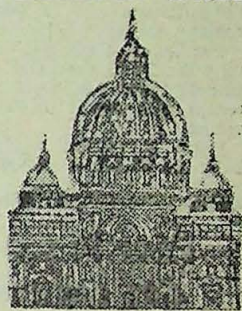
Traduit de l'américain
par Hugues de Giorgis

« Walter Lippmann est incontestablement LE principal éditorialiste occidental. ... La série d'articles sur le Marché Commun qu'il vient de réunir en un livre a déclenché une vaste discussion aux États-Unis et en Angleterre. »

6 NF

J.J. SERVAN-SCHREIBER

TADEUSZ BREZA



la porte de bronze

chronique de la vie vaticane

Au moment où vient de s'ouvrir le Concile œcuménique, LA PORTE DE BRONZE ouvre sur les coulisses de la Cité de Saint-Pierre des perspectives inattendues.

18 NF

ISAAC DEUTSCHER



Trotsky

Tome I
Le prophète armé 1879-1921

Collection "Les Temps Modernes"

Fondateur de l'Armée Rouge, premier diplomate de la Révolution, Trotsky est à coup sûr une des personnalités les plus discutées. Isaac Deutscher, en recherchant toutes les sources de documentation possible — y compris les archives personnelles de Trotsky — retrace ici un portrait de Léon Trotsky dans toute son authenticité.

24 NF

FERHAT ABBAS

guerre et révolution d'Algérie

Tome I
LA NUIT COLONIALE

« Le livre de Ferhat Abbas contribue à faire comprendre certains aspects du présent... Cette "nuit coloniale" devient soudain lumineuse. »
Jean DANIEL "L'Express"

10,80 NF

JULLIARD

LAÏCITÉ

EXIGENCE DE LA DEMOCRATIE

La rentrée scolaire 1962-1963, en dépit des assurances éloquentes des Pouvoirs publics, a été particulièrement difficile. Et la semaine de protestation qui s'est achevée le 13 octobre a contribué à mieux faire sentir le drame de l'école et la nécessité impérieuse et immédiate d'un sursaut.

Partout — à l'école maternelle, dans les classes primaires, dans les divers collèges, aussi bien que dans les enseignements technique, secondaire et supérieur — les effectifs se sont accrus alors que les locaux manquent, alors que la crise de recrutement atteint des proportions aiguës : ici, des constructions annoncées et non réalisées, des crédits prévus, mais non utilisés — et... reportés à l'exercice suivant — la pénurie de professeurs et d'instituteurs que l'on cherche à pallier un peu au hasard, si ce n'est par petites annonces ; ailleurs, des classes dont l'effectif dépasse 50, 60 élèves et même 75 élèves dans certaines écoles maternelles ; ailleurs encore, un rapport signalé dans un même département 2.000 titulaires manquants et 100 classes sans maître ; et que dire du non-remplacement des enseignants en congé de maladie ou pour maternité, et des dizaines de milliers de jeunes gens qui ne trouvent pas place dans les établissements d'enseignement technique ?

Le mal est partout... et pendant ce temps, malgré ce tragique bilan, le Pouvoir accorde généralement des dizaines de milliards à une école confessionnelle, encourage la ségrégation scolaire.

Pourquoi cette situation ?
Parce que les milieux réactionnaires ont profité et continuent de profiter de la situation politique pour tenter d'étouffer l'école laïque, l'école de la Nation.

La défense de l'école publique est donc un des éléments les plus importants du combat pour la démocratie nouvelle.

C'est une politique scolaire conforme aux intérêts de la jeunesse qu'il s'agit d'imposer.

Car le problème laïque n'est pas secondaire, et l'on ne peut accepter, sous quelque prétexte que ce soit et quelles que soient les circonstances, de le considérer comme dépassé.

Tout programme politique qui se réclame de la laïcité doit exiger le retour à la séparation effective des Eglises et de l'Etat et la nationalisation de l'enseignement dans le cadre des propositions du Comité national d'Action laïque et dans l'esprit du serment de Vincennes.

Le rétablissement intégral de la laïcité de l'école et de l'Etat permettra seul l'adaptation de la démocratie à l'évolution du monde moderne.

COMITÉ DE PATRONAGE

Ces personnalités, ces syndicalistes (C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N.), de Bondy, Noisy-le-Sec, Pavillons-sous-Bois, Romainville, Villemomble.

VOUS APPELLENT A VOTER

Raymond AUBIN (ancien maire-adjoint de Villemomble).
Lucien BURLANDY (délégué C.F.T.C. à l'U.C.L.A.F.).
Gilbert FOUBERT (délégué au C. N. A. L.).
Louis GLINEUR (ancien maire de Pavillons-sous-Bois).
Maurice GUINEL (délégué de l'U.F.A.C.).
HERRAUX (militant C.G.T.).
JEANNIN (militant F.O.).
Lucien JORAND (S.N.I.).
Jean LEGER (Président du Centre Culturel de Romainville).
LEYRISSOUX (F.E.N.).
Marcel POUMEYROL (militant C.G.T.).
L. G. GOT (Pavillons-sous-Bois).
Georges RINO (militant F.O.).
SEIBEL (militant C.F.T.C.).
Les élus P.S.U. au Conseil municipal de Noisy-le-Sec.

Les sections P.S.U. de Bondy, Noisy-le-Sec, Pavillons-sous-Bois, Romainville et Villemomble.

ANCIENS COMBATTANTS

Le régime né de l'émeute du 13 mai 1958, dès sa naissance, a tenté de porter atteinte à vos droits acquis, prétendant régresser la situation financière à votre détriment au lieu de demander des sacrifices aux privilégiés de la fortune.

M. Pinay, homme de droite, soutenu par les ministres U.N.R., a attaché son nom à ce peu glorieux épisode de notre histoire. « Ils ont des droits sur nous », avait jadis reconnu Clemenceau, qui n'avait pas prévu la réaction gaulliste.

Vous devez exiger le maintien des droits des veuves de guerres, des mutilés, des anciens combattants, et la mise en application du plan quadriennal. Le programme du P.S.U. est catégorique sur ce point. Nous ne transigerons pas, sous quelque prétexte que ce soit.

Pour une commune sociale

La France est régie et réglementée par la loi du 5 avril 1884, sous le contrôle de l'administration préfectorale. Il s'agit bien de contrôle, comme dans toute entreprise organisée, mais non point de tutelle ni de férule. Cette loi qui garantit aux communes leur pleine liberté d'action et de délibération a été modifiée par une série de décrets-lois qui ont eu pour résultats immédiats d'augmenter les charges communales par la répartition arbitraire des ressources locales entre les budgets de l'Etat et des départements, laissant aux communes une portion congrue par le jeu des contingents obligatoires.

La Constitution de 1946 avait donné aux communes une large autonomie de gestion, mais cette loi n'a pas encore reçu un commencement d'exécution, et les inconvénients de la tutelle sont toujours aussi désastreux pour les budgets communaux.

L'ingérence de l'Etat dans les affaires communales a eu pour effet de mettre à la charge des communes des dépenses qui, par leur essence même, devraient être une charge nationale. Les congrès de l'Association des maires de France se sont toujours occupés de cette question, question vitale pour l'harmonie du pays et pour cette cellule vitale de la Nation où les hommes trouvent le cadre de leur vie quotidienne, et où ils trouvent les raisons de prendre conscience de leur devoir civique. Si cette harmonie est troublée ou mal équilibrée, il est conséquent que la représentation du pays au sein des corps constitués et du Parlement ne représente plus un aspect clair de la situation du pays.

Alors que l'évolution et la complexité de la vie moderne imposent logiquement plus de contacts humains, l'Etat veut tout voir, tout connaître, tout entreprendre. Il décide tout sans s'informer, et sans appel, sans tenir compte de la situation particulière de chaque commune, dont les élus et les maires sont les seuls à connaître clairement et positivement ce qu'il serait utile ou indispensable d'entreprendre, et fixer un ordre d'urgence aux problèmes d'équilibre.

Le rôle des maires se trouve, du fait de la tutelle du pouvoir central, réduit à celui de fidèle serviteur de l'administration ou de celui de quémendeur de subventions lorsque les ressources locales ne permettent pas de faire face aux dépenses de grands travaux, tels qu'adduction d'eau, de canalisations de gaz ou d'électricité, de constructions d'écoles, sans compter les charges d'assistance aux déshérités de la vie. Aucun maire de France ne peut prendre une décision d'intérêt général sans que le pouvoir central, qui n'aime pas prendre

de responsabilités, n'oppose aux demandes des élus locaux l'arsenal des tracasseries administratives qui ont pour résultat de renvoyer, jour après jour, les échéances impératives.

Le ministre des Finances, suprême arbitre des gestions municipales, toujours préoccupé des insuffisances budgétaires, oppose aux élus locaux, qui n'ont pas leurs entrées de faveur dans les préfectures ou dans les ministères, une telle procédure administrative compliquée de rapports de commissions d'investissements, que le seul résultat objectif se traduit par une augmentation importante des frais de fonctionnement des services administratifs dont la répartition, sous forme de majoration de la part départementale dans la répartition des ressources ou de contingents obligatoires, absorbent une large part des ressources communales.

Le principe même de l'octroi de subventions qui subordonne les communes à l'autorité de l'Etat porte atteinte aux libertés communales telles qu'elles sont inscrites dans la loi de 1884. L'Etat devrait être le seul à supporter les dépenses qu'entraînent les travaux et les dépenses d'intérêt général. Les communes ne devraient avoir à intervenir que pour la souplesse de fonctionnement des services généraux de l'Etat et ne pas être à la remorque de l'Etat souverain, ni pour leurs finances, ni pour autre chose, être libres d'utiliser leurs ressources propres selon les besoins de la collectivité communautaire. La commune qui représente le parfait dosage de l'opinion du pays, tant dans l'ordre économique que dans l'ordre de la représentation politique, ne doit être à la merci que de la masse des électeurs, qui seuls savent exactement, et leurs besoins et leurs aspirations. Il est donc urgent que soit appliquée, dans son intégralité, la loi de 1884 sur la liberté et l'autonomie des communes en ce qui concerne les nécessités locales, laissant à l'Etat la charge des grands problèmes généraux, assistance, routes, etc., qui sont des problèmes nationaux. Il est du devoir des collectivités locales de lutter, de se faire écouter, et même d'imposer à l'Etat souverain le respect des libertés édictées par la loi. Il n'est plus pensable que le pouvoir central réduise les communes les moins bien dotées au rôle de parents pauvres par rapport aux communes riches et prospères qui bénéficient de la péréquation du budget général au même titre que les communes pauvres.

Cette œuvre d'assainissement et de justice a été entreprise depuis fort longtemps par les municipalités socialistes. Nous souhaitons que cet effort soit continué, et que la sérénité de nos campagnes soit, une fois pour toutes, endiguée dans l'esprit de la loi et de la solidarité de toutes les communes de France. Cette liberté promise depuis si longtemps est nécessaire à la promotion de nos communes rurales dont le pouvoir central continue à ignorer l'existence si ce n'est pour les dettes de charges nouvelles, conséquences de la multiplication des formules administratives qui ne laissent aucune initiative aux élus locaux. Nos communes de banlieue se trouvent dans la même situation que les communes rurales, et ce sera l'honneur des municipalités socialistes d'avoir réussi à modifier cet état de choses si préjudiciable à l'harmonie d'existence des citoyens à intérêts communs.

Louis Glineur,

ancien maire de Pavillons-sous-Bois.

Parlons de la culture populaire

Et d'abord, merci à toi, travailleur de notre banlieue, de bien vouloir lire ces quelques lignes.

Que tu sois de Bondy, de Noisy-le-Sec, de Pavillons-sous-Bois, de Romainville ou de Villemomble, j'espère que tu ne perdras pas ton temps car nous allons essayer de découvrir ensemble un aspect très négligé de notre vie ouvrière, un aspect que notre travail, auquel s'ajoutent les fatigues des transports et les soucis quotidiens, nous empêche de connaître. Et pourtant, un des buts de notre lutte ouvrière est bien la conquête des loisirs et c'est pour ça que je veux te parler de la culture, pas de celle de Malraux qui n'en est qu'un des aspects, mais de la tienne, de la mienne, de la nôtre, en bref je veux te parler de la culture populaire.

CHERCHONS-EN UNE DEFINITION

Je crois que ce couple de mots appelle une définition et avant de l'en proposer une, il faudrait que l'on découvre ensemble de quoi est né ce besoin, car la culture au sens qu'avait ce mot au XV^e siècle ne voulait signifier que la culture de l'esprit par analogie avec la culture de son jardin. Et cet aspect a évolué doucement pendant un siècle, puis pendant les autres en s'enrichissant au passage de dimensions qu'il n'avait pas à l'origine, en passant par la Renaissance avec son besoin de connaître, en se parant au passage, d'une part du côté brillant du Grand Siècle et d'autre part du désir de penser correctement propre à Voltaire et à d'autres. Pour ce qui est de la culture populaire, il est certain que cette expression est née avec la Révolution de 1789 et que ce magnifique mouvement populaire d'émancipation portait en son sein celui de l'émancipation culturelle. Et depuis la Libération ce problème est de nouveau posé, cette revendication se précise, car enfin il n'est pas concevable qu'il y ait des cloisons entre notre vie et la culture et il est inadmissible qu'il y en ait entre nous, classe ouvrière, et les classes cultivées.

Je crois que maintenant, après ce raccourci historique, on peut essayer de définir cette expression « culture populaire ». Je pense qu'on peut dire :

— qu'elle exprime un refus d'une vie culturelle coupée de notre vie quotidienne, un refus également d'une culture nationale non diversifiée ;

— qu'elle réclame une participation effective et pratique de tous les travailleurs pour promouvoir et développer ce magnifique mouvement de diffusion de la culture mais aussi et surtout

— qu'elle engage l'avenir, car la culture populaire est sans cesse à faire et cela impose une lutte de la classe ouvrière pour que nous puissions, nous qui ne faisons pas partie d'une certaine classe privilégiée, posséder ce droit à la culture.

L'ETAT ESCAMOTE

CE « DROIT A LA CULTURE »

Oui, que fait-il pour ce droit à la culture inscrit dans la Constitution de 1946 ainsi que dans la « Déclaration des Droits de l'Homme » de l'U.N.E.S.C.O., signée d'ailleurs par la France, que fait cet Etat pour nous permettre, à nous travailleurs, le libre accès à la culture ?

Nous avons le droit d'être inquiets alors que nous assistons, malgré notre combat, à de sérieux entorses à notre droit de participer à la vie politique, alors que nos syndicats sont tenus à l'écart de la vie économique et que nous ne pouvons loger nos enfants dans des logements décentes.

Il faut constater qu'au niveau de cette culture dont on parle tant, la contribution de l'Etat est des plus modestes pour l'instant et, entre le ministère d'Etat chargé des Affaires culturelles qui existe des projets de création de « Maisons de la Culture », destinées non seulement aux jeunes mais aux adultes, et les services du Haut-Commissariat à la Jeunesse et aux Sports, où l'on a accordé un bureau « d'éducation populaire » et non de « culture populaire », nous avons le droit d'être inquiets. D'ailleurs tu peux constater comme moi que rien n'a été fait pour diffuser, c'est-à-dire pour amener à chacun d'entre nous, ces œuvres qui enrichissent nos yeux ou épanouissent notre esprit, alors que les III^e et IV^e Républiques, si critiquables qu'elles soient, avaient créé entre autres cinq musées importants, la rentrée en ordre du T.N.P. et les premiers centres dramatiques de province, ce qui d'ailleurs était bien mince par rapport à ce qu'il y avait à faire.

Ce n'est donc certainement pas de ce côté officiel qu'il faut attendre quelque chose, ce n'est pas sous le règne de la grandeur que la classe ouvrière verra naître une belle et grande culture menée à l'échelon de la nation en faveur d'une culture populaire authentique, car ce ne sont pas les professionnels de Malraux ni les techniciens d'Herzog qui peuvent avoir cette magnifique ambition.

Mais alors, qui porte cette ambition et cette espérance ? C'est toi, quand tu te poses la question, c'est moi qui simplement viens te parler, ce sont les copains qui effectivement travaillent dans ta commune ou dans la mienne ; c'est là que cette culture populaire se pense et s'élabore chaque jour avec ou sans subvention. Ah ! oui, j'oubliais cet aspect financier de l'affaire et si l'Etat fait peu, les communes quand elles font quelque chose ne le font pas assez. As-tu comparé le budget réservé à la Culture et celui consacré aux sports ? Moi, je ne l'ai pas encore fait, car j'ai peur d'être fortement déçu et j'ai bien l'impression que l'écart est grand et de plus injustifiable.

Je ne sais pas si tu sens le vide qui entoure ce problème, mais ne te laisse pas saisir par la peur et écoute ce premier appel que je t'adresse. C'est un appel à rejoindre les organisations locales qui s'occupent, décourrent et forment cette culture populaire grâce à la vocation, à la débrouillardise et au dévouement de nombreux militants ouvriers, enseignants ou syndicalistes dont la vie devrait être plus publique. Sois, toi aussi, un participant ou même un animateur de la vie culturelle de ton quartier ou de ton entreprise et ainsi, ensemble, nous pourrions expliquer à nos municipalités nos problèmes et par là même les forcer à nous réserver une part équitable des revenus locaux.

LE P.S.U. EST POUR UNE CULTURE POPULAIRE DYNAMIQUE

A la veille d'élections législatives, il est nécessaire de réfléchir à ces problèmes et cela doit orienter ton vote : il est utile que ton bulletin aille à un candidat qui s'engage à promouvoir cette grande politique nationale dont nous parlons tout à l'heure et ce à partir d'une culture populaire insérée dans notre vie ouvrière.

A ce sujet, je me dois de t'informer au moins d'un article paru dans le journal « Nord-Est Banlieue » de mai 1962, journal de l'U.N.R. comme chacun sait, dont le représentant local est M. R. Calméjane, article qui, à la rubrique « Budget 1962 » de la page réservée à Romainville, critique le projet de création d'une Maison de la Culture dans cette commune avec un commentaire scandaleux disant notamment que « tout cela représente beaucoup de créations et de dépenses dont l'efficacité échappe aux contribuables qui ont l'impression que l'on offre du superflu à quelques-uns avant d'avoir procuré le nécessaire à tout le monde ».

Je te laisse juge de tels propos, alors que les efforts faits en faveur d'une culture populaire sont si faibles, je te laisse apprécier à sa juste valeur ce besoin superflu (!) que ce journal de l'U.N.R. refuse aux ouvriers et tu concluras toi-même la place que nous réservera le candidat U.N.R. Calméjane, alors qu'il laisse écrire de telles choses, et qui plus est, sous le couvert de l'anonymat, car bien entendu qui oserait signer un tel article dans une démocratie !

Par contre, je peux te dire, à titre d'information, que le candidat présenté par le Parti Socialiste Unifié, Marcel DEBARGE, non seulement te garantit cette liberté, mais s'engage à répondre à tes aspirations les plus légitimes et t'apporte comme preuves, d'une part l'effort que le Parti fait au niveau de la formation de ses militants et, d'autre part, les camarades dont il sait s'entourer et qui dans nos communes apportent modestement leur travail et leur réflexion à cette construction journalière d'une véritable culture populaire.

Mon deuxième appel sera donc de te demander de voter et à faire voter pour Marcel DEBARGE, candidat du P.S.U., c'est-à-dire d'un parti qui se bat contre les privilèges et dont un des soucis est d'associer les éléments et les organismes représentatifs du mouvement ouvrier pour donner à notre pays cette politique de la culture dont nous avons tous tant besoin, politique qui est de plus dans la grande tradition ouvrière de libération individuelle et collective.

Soit sûr également que ce n'est pas un vœu pieux, mais que le P.S.U., qui est conscient de cette frustration culturelle de la classe ouvrière, sait également que cette libération ne peut se faire qu'avec les partis ouvriers et les syndicats et, libre de tout compromis, nous n'avons pas peur d'affirmer qu'avec le soutien des organisations populaires, nous sommes décidés à bouleverser les structures sociales afin que les travailleurs puissent prendre en main leur destin culturel comme d'ailleurs il faudra le faire en ce qui concerne les autres domaines, qu'ils soient politique, économique ou social.

Pour une culture populaire dynamique, votez Marcel DEBARGE.

Jean LEGER,

Président du Centre Culturel de Romainville. (Pour tous renseignements, appelez soit

D'UN GROUPE D'ÉLUS

Les sept conseillers municipaux du groupe P.S.U. de Noisy-le-Sec travaillent efficacement au sein de la municipalité et participent activement aux commissions techniques auxquelles ils appartiennent.

Ces conseillers, qui sont-ils ? Quelles sont leurs attributions ?

M. TOYON, maire-adjoint, chargé des affaires culturelles, instigateur du jumelage avec la ville anglaise d'Hepburn permettant des échanges positifs entre deux villes populaires, vice-président de la jeunesse et des sports.

M. CANTARA Pierre participe à l'animation du comité des fêtes, aux affaires sociales, au syndicat des caux.

M. CONRAUD Georges, remplaçant éventuel de notre candidat Marcel Debarge, personnalité noisienne bien connue, s'occupe de la question des travaux, de la jeunesse et des sports, des questions de logement, de la régie des marchés, de la caisse des écoles.

M. DEMOUVEAUX Serge s'occupe de la question logement et participe à l'animation de l'Amicale des locataires de la Pierre-Feuilleire et des Trois-Bonnets.

M. FAUQUE Bernard : sports et fêtes.

M. MONIE Pierre s'occupe lui aussi de la question logement, administrateur de la Société d'économie mixte de rénovation et d'urbanisme.

M. PAHIN Marcel s'occupe de la caisse des écoles, anime un groupe culturel musical en tant que président de l'Union musicale des gares de Pantin-Noisy.

Par leur présence effective et leur travail d'équipe, nos conseillers municipaux ont jeté les bases d'une cité nouvelle.

Pour ne citer que l'une de nos réalisations s'adressant à tous les citoyens, principalement aux jeunes, nous avons participé à la création de Maison de la Jeunesse. Elle est fréquentée par de nombreux jeunes ; cours de dessin, de modelisme, d'art dramatique et, nous l'affirmons, en toute liberté d'opinion.

Nous regrettons — cela tient d'ailleurs en grande partie à une conception gouvernementale permise concernant la gestion municipale — que malgré nos efforts les fonds parcellaires n'aient été permis de réaliser la grande Université populaire dont nous rêvons.

Ces hommes nouveaux du P.S.U. ont travaillé avec efficacité dans notre ville. Ils continueront, ils développeront davantage leur action par la confiance qu'apportera le corps électoral au candidat que le P.S.U. présente dans la circonscription électorale, notre camarade MARCEL DEBARGE et à son suppléant GEORGES CONRAUD, conseiller municipal de notre commune.

Le groupe P.S.U.

au Conseil municipal de Noisy-le-Sec.